

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 751

28 mars 2013

SOMMAIRE

BCBL S.A.	36002	Free Invest Holding S.A.	36002
Carolyn Finance S.à r.l.	36009	Group George Forrest S.A.	36008
Dépannage, Maintenance Location Servi- ces S.à r.l.	36003	Habri S.A.	36048
De Varen	36003	Hadar S.A., S.P.F.	36007
DK Invest S.A.	36004	Halstead Management Benelux	36007
D. & K. S.à r.l.	36003	Hegalux sàrl	36007
Dolis S.A.	36005	HEVAF Grafton Office S.à r.l.	36008
Dolpo S.A.	36005	House Impex S.A.	36007
DuPont Teijin Films Luxembourg S.A. ...	36004	Immogroup S.A.	36008
Ebony Properties S.à r.l.	36004	Imperial Innovations S.à r.l.	36008
Eiger Securities LLP Luxembourg Branch	36004	Interbon S.A.	36009
Elektro Born & Meyer Sàrl	36005	Intertrans Luxembourg	36009
Emperor Lodge Corp S.à r.l.	36005	JPMorgan Portfolio Strategies Funds	36009
E.V.A.F Luxembourg II S.à r.l.	36003	Locafroid Europe S.A.	36047
Falcon Fund Management (Luxembourg)	36006	Loisirs Ré S.A.	36002
Fashion Coiffure S.à r.l.	36006	Pettinaroli Finance S.A.	36028
Fennogens Investments	36005	Portswood B.V.	36002
Fibersat	36019	Siavpar	36043
Fish and Chips S.à r.l.	36006	Triton Masterluxco 1 S.à r.l.	36040
Franklin Templeton Luxembourg Holding S.A.	36006	Wells Fargo Aircraft S.à r.l.	36010
		Zephyrus Fund S.C.A. SICAV-SIF	36045

Free Invest Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4830 Rodange, 4, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 145.399.

CLÔTURE DE LIQUIDATION*Extrait*

En date du 19 février 2013, les associés ont pris les résolutions suivantes:

- 1) Prononcer la clôture de la liquidation et constater que la société a définitivement cessé d'exister;
- 2) Que les livres et documents sociaux seront conservés pendant une durée minimum de cinq ans au siège de la société 4, route de Longwy à L-4830 Rodange.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Rodange, le 19 février 2013.

Les Associés

Référence de publication: 2013024590/16.

(130030082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2013.

Loisirs Ré, Loisirs Ré S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6B, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 163.885.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 29 janvier 2013**Quatrième résolution: Nominations statutaires*

Le mandat du Réviseur d'Entreprises MAZARS Luxembourg S.A. est reconduit à l'unanimité jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2012 2013.

Référence de publication: 2013024696/11.

(130029527) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2013.

Portswood B.V., Société à responsabilité limitée.

Siège de direction effectif: L-1661 Luxembourg, 99, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 145.830.

Extrait rectificatif du dépôt L120161571 déposé le 19/09/2012

La société Kingfisher International Finance S.A., une société de droit belge, ayant son siège social au 11, Rue des Colonies, B-1000 Bruxelles, inscrite au registre de Commerce de Bruxelles sous le numéro B108.074, en sa qualité d'associé unique de la société Portswood B.V., a nommé comme nouveau gérant de classe B avec effet au 27 août 2012 Monsieur David Charles Morris, né le 8 septembre 1967 à Worcester, Royaume Uni et demeurant professionnellement au 3, Sheldon Square, Paddington, London W2 6PX, pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 février 2013.

Pour la société

Référence de publication: 2013024804/16.

(130030265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2013.

BCBL S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 32.000,00.**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 99, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 122.830.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 février 2013.

Pour la société

Référence de publication: 2013025113/11.

(130030436) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2013.

DML services S.à r.l., Dépannage, Maintenance Location Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4501 Differdange, Z.A. Gadderscheier.

R.C.S. Luxembourg B 133.845.

Les comptes annuels rectifiés au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

1^{er} dépôt le 21/06/2012 n° L120103354

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013025166/11.

(130030865) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2013.

De Varen, Société Anonyme.

Siège social: L-9956 Hachiville, Maison 7.

R.C.S. Luxembourg B 110.476.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement en date du 13 février 2013

L'assemblée acte la démission du commissaire TOP Audit S.A. (anciennement PKF Abax Audit S.A.), R.C.S. Luxembourg B 142867.

L'assemblée nomme Compliance & Control, 6, Place de Nancy, L-2212 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 172482 comme commissaire de la société.

Son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale se tenant en 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 février 2013.

Pour la société

Référence de publication: 2013025161/16.

(130030798) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2013.

D. & K. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6114 Junglinster, 1, route d'Echternach.

R.C.S. Luxembourg B 56.681.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 7 février 2013, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a

déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société

D. & K. S.à r.l., avec siège social à L- 6114 Junglinster, 1, route d'Echternach.

Pour la société en liquidation

Me Max Mailliet

Le liquidateur

Référence de publication: 2013025158/15.

(130030522) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2013.

E.V.A.F Luxembourg II S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 118.957.

RECTIFICATIF

Le bilan rectifié au 31 décembre 2009 (rectificatif du dépôt du bilan au 31 décembre 2009 déposé le 3 août 2010 no L100118879.05) a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2013025176/12.

(130030767) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2013.

DuPont Teijin Films Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5326 Contern, rue Général Patton.

R.C.S. Luxembourg B 38.078.

Nouvelle adresse de Monsieur MILLER, John Cole, Président du Conseil d'Administration et Administrateur-délégué:
303, rue de Neudorf, L-2221, Luxembourg (Luxembourg).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

René Tasch.

Référence de publication: 2013025175/11.

(130030462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2013.

Ebony Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 168.678.

Extrait des résolutions écrites pris par l'associé unique en date du 18 février 2013

En date du 18 février 2013, l'associé unique d'Ebony Properties S.à r.l. («la Société») a pris les résolutions suivantes:

- De nommer Luxembourg Corporation Company S.A. une société ayant son adresse professionnelle au 20 rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, en tant que gérant additionnel de la Société avec effet au 18 février 2013.

Christelle Ferry / Xavier De Cillia

Manager / Manager

Référence de publication: 2013025177/13.

(130030902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2013.

Eiger Securities LLP Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1661 Luxembourg, 7, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 122.049.

FERMETURE DE SUCCURSALE

Extrait

Il résulte d'une décision prise par les directeur générale et associé désigne de la société EIGER SECURITIES LLP enregistré au companieshouse sous le numéro OC305711, que la succursale luxembourgeoise Eiger Securities LLP Luxembourg Branch (Succursale de Luxembourg) ayant son adresse au 7, Grand-rue, L-1661 Luxembourg. Enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro: B 122.049 a été fermée avec effet au 02 janvier 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 19 février 2013.

Référence de publication: 2013025178/16.

(130030571) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2013.

DK Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 139.923.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 14 février 2013

Suite au décès regretté de Monsieur Patrick ROCHAS en date du 20 novembre 2012, le conseil décide de coopter Monsieur Philippe SLENDZAK, administrateur de sociétés demeurant professionnellement au 10A rue Henri M. Schnadt L-2530 à Luxembourg comme nouvel administrateur, en remplacement.

Monsieur Philippe SLENDZAK terminera le mandat de Monsieur Patrick ROCHAS qui viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale à tenir en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013025172/14.

(130030608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2013.

Dolis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 56, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 110.785.

Extrait de la Réunion du Conseil d'Administration de la Société tenue en date du 08 février 2013

Conformément à la réunion du Conseil d'Administration de la société, la décision suivante a été prise:

- les gérants de la société ont décidé de transférer le siège social de la Société Dolis S.A. au 56, avenue de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20/02/2013.

Référence de publication: 2013025173/13.

(130030837) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2013.

Dolpo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 149.766.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2013025174/10.

(130030630) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2013.

Elektro Born & Meyer Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9749 Fischbach, 7, Giallewee.

R.C.S. Luxembourg B 122.232.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 20 février 2013.

Référence de publication: 2013025180/10.

(130030988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2013.

Emperor Lodge Corp S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 156.416.

Aux actionnaires:

J'ai le regret de vous remettre, par la présente, ma démission en tant que gérant de votre société, avec effet immédiat.
Luxembourg, le 18 février 2013.

Sandrine BISARO.

Référence de publication: 2013025181/10.

(130030772) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2013.

Fennogens Investments, Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 1, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 173.453.

Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 20 février 2013

Le siège social de la société a été transféré au 1, rue Jean Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour la société

Un administrateur

Référence de publication: 2013025216/11.

(130030868) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2013.

Fish and Chips S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 127, rue de Rollingergrund.
R.C.S. Luxembourg B 151.334.

—
Extrait des résolutions de l'assemblée générale du 11 février 2013

Siège social

L'Assemblée Générale des Associés a transféré, avec effet immédiat, le siège social du 154, Avenue du X Septembre L-2550 Luxembourg, au 127, rue de Rollingergrund L-2440 Luxembourg

Référence de publication: 2013025218/11.

(130030640) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2013.

Franklin Templeton Luxembourg Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 8A, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 131.440.

—
EXTRAIT

Il résulte de la décision de l'actionnaire unique signée en date du 14 février 2013, que:

1) Les mandats d'administrateur de Messieurs Harold C. Nash, James F. Kinloch and Kenneth A. Lewis ont été renouvelés pour une période d'un an qui expirera à l'occasion de l'approbation des états financiers en relation avec l'exercice social se clôturant le 30 septembre 2013 ou jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus;

2) La société PricewaterhouseCoopers Société Coopérative a été renommée commissaire aux comptes pour une période d'un an qui expirera à l'occasion de l'approbation des états financiers en relation avec l'exercice social se clôturant le 30 septembre 2013 ou jusqu'à ce que son successeur soit élu.

Pour Franklin Templeton Luxembourg Holding S.A.

Référence de publication: 2013025214/16.

(130030780) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2013.

Fashion Coiffure S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4210 Esch-sur-Alzette, 27, rue de la Libération.
R.C.S. Luxembourg B 156.758.

—
Les associés de la société à responsabilité limitée FASHION COIFFURE SARL – RCB N° 156 758– 27 Rue de la Libération L-4210 ESCH/ALZETTE, ont tenu une assemblée générale extraordinaire:

Ordre du jour: nomination d'une nouvelle gérante technique

Première résolution:

Madame DE MATOS PEREIRA Luisa Maria - Coiffeuse –demeurant 22 Rue Xavier Brasseur L-4040 ESCH/ALZETTE est nommée gérante technique de la société FASHION COIFFURE SARL à compter de ce jour.

Fait à ESCH/ALZETTE, le 18.02.2013.

Elisabete HENRIQUES DUARTE / César HENRIQUES DUARTE.

Référence de publication: 2013025215/14.

(130030657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2013.

Falcon Fund Management (Luxembourg), Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 28.918.

—
Le conseil d'administration a noté le changement d'adresse de Monsieur Daniel Malkin du 59 Bettinastrasse, D-60325 Frankfurt am Main au 14A, rue de Gruenewald, L-1647, Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 février 2013.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013025208/13.

(130030420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2013.

Hadar S.A., S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 35.506.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2013025257/13.

(130030563) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2013.

Halstead Management Benelux, Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 41.772.

Par la présente, la société Benoy Kartheiser Management S.à r.l. dénonce avec effet immédiat le siège social de la société anonyme, HALSTEAD MANAGEMENT BENELUX, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 41.772, de son adresse actuelle, 45, Route d'Arlon, L-1140 Luxembourg.

Luxembourg, le 20 février 2013.

Benoy Kartheiser Management S.à r.l.

Référence de publication: 2013025258/11.

(130030737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2013.

Hegalux sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6415 Echternach, 7, rue Bréilekes.

R.C.S. Luxembourg B 104.822.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 19 février 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013025260/10.

(130030757) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2013.

House Impex S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9990 Weiswampach, 47, Duarrefstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 105.141.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 7 janvier 2013

1) Le Conseil d'Administration a décidé de révoquer Monsieur Benoît DETRY, né le 9 septembre 1954 à Battice (Belgique), demeurant à B-4140 Sprimont, Croix Henrard 22, de sa fonction d'Administrateur-délégué, délégué à la gestion journalière de la société.

2) Le Conseil d'Administration a désigné en qualité d'Administrateur-délégué, délégué à la gestion journalière, pour une durée indéterminée:

Monsieur Dirk VERHEGGEN, né le 24 août 1973 à St. Vith (Belgique), demeurant à B-4780 St. Vith, Neundorfer Straße 13 E1/2;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 20 février 2013.

Pour HOUSE IMPEX S.A.

Société Anonyme

FIDUNORD S.à r.l.

Référence de publication: 2013025267/20.

(130030803) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2013.

Imperial Innovations S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 31.126,00.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 17, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 157.293.

Les Comptes Annuels au 31 juillet 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 février 2013.

Pour la société

Référence de publication: 2013025268/11.

(130030825) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2013.

HEVAF Grafton Office S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 111.990.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg afin de remplacer la première version ayant été approuvée par le Registre de Commerce le 07 juin 2011 avec la référence L110087670.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hadieh Kaviani.

Référence de publication: 2013025262/12.

(130030930) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2013.

Group George Forrest S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 46.803.

EXTRAIT

Il résulte d'un acte reçu par Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 18 décembre 2012, enregistré à Luxembourg, le 27 décembre 2012, LAC/2012/62552.

Les actionnaires ont pris la résolution suivante, de radier comme «Administrateur-Délégué» la personne suivante:

- Pierre Albert PAIROUX

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 février 2013.

Référence de publication: 2013025239/14.

(130030439) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2013.

Immogroup S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 8, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 141.728.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire en date du 14 février 2013

En date du 14 février 2013, l'Assemblée générale a décidé d'adopter la résolution suivante:

En remplacement du commissaire aux comptes de la Société à savoir WTS Holding SAL ayant son siège social à Achrafieh-Sassine Square, RL-13148 Beyrouth, Liban enregistrée au Registre du Commerce de Beyrouth n°1161,

l'Assemblée décide de nommer RSM AUDIT Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 6, rue Adolphe au L-1116, Luxembourg enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B113621 aux fonctions de Réviseur d'Entreprises agréé.

L'Assemblée générale précise que le mandat du Réviseur d'Entreprises précité prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle de l'année 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013025280/17.

(130030952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2013.

Interbon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 93.840.

EXTRAIT

Il résulte des décisions prises lors de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 15 février 2013 que Monsieur Patrick MOINET a été nommé Président du Conseil d'Administration avec effet immédiat.

La Société prend acte de la nouvelle adresse de Monsieur Patrick MOINET au 12, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 février 2013.

Référence de publication: 2013025282/14.

(130030404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2013.

JPMorgan Portfolio Strategies Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 89.734.

Les comptes annuels au 30 septembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour JPMorgan Portfolio Strategies Funds

HSBC Securities Services (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2013025300/12.

(130030925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2013.

Intertrans Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-4480 Soleuvre, 171, Chemin Rouge.

R.C.S. Luxembourg B 44.629.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour INTERTRANS LUXEMBOURG

Société anonyme

FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2013025288/12.

(130030350) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2013.

Carolyn Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2537 Luxembourg, 19, rue Sigismond.

R.C.S. Luxembourg B 170.513.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la société tenue en date du 15 Février 2013, que:

Le siège social de la Société est transféré du L-1610 Luxembourg, 19, Avenue de la Gare vers l'adresse suivante: L-2537 Luxembourg, 19, rue Sigismond avec effet immédiat.

Luxembourg, le 18 février 2013.

Pour extrait conforme

Pour la société

A. Harmand

Gérant

Référence de publication: 2013025595/16.

(130030947) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2013.

Wells Fargo Aircraft S.à r.l., Société à responsabilité limitée.
Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 174.950.

STATUTES

In the year two thousand twelve, on the twentieth day of December.

Before the undersigned, Francis Kessler, a notary resident in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Wells Fargo International Holdings (Luxembourg) S.à r.l., a company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 65, Boulevard Grand-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, in the process of being registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg), here represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, whose professional address is in Esch/Alzette, by virtue of a power of attorney given in Luxembourg,

After signature ne varietur by the authorised representative of the appearing party and the undersigned notary, the power of attorney will remain attached to this deed to be registered with it.

The appearing party, represented as set out above, have requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is Wells Fargo Aircraft S.à r.l. (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company's registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities or instruments. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3. The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at twenty thousand US Dollars (USD 20,000.-), represented by twenty thousand (20,000) shares in registered form, having a nominal value of one US Dollar (USD 1.-) each.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. The shares are freely transferable between shareholders.

6.3. When the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.

6.4. When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

6.5. A share transfer shall only be binding on the Company or third parties following notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

6.6. A register of shareholders shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.7. The Company may redeem its own shares, provided:

- (i) it has sufficient distributable reserves for that purpose; or
- (ii) the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and Removal of managers.

7.1. The Company shall be managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers. If several managers are appointed, they shall constitute the board of managers (the Board). The shareholders may decide to appoint managers of two different classes, i.e. one or several class A managers (the Class A Manager(s)) and one or several class B managers (the Class B Manager(s)).

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.

8.2. Procedure

(i) The Board may appoint a chairperson of the meeting from among its Class A Managers.

(ii) The Board shall meet at the request of one Class A Manager and any other manager (regardless the class), at the place indicated in the convening notice, which in principle shall be in Luxembourg.

(iii) Written notice of any Board meeting shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iv) No notice is required if all members of the Board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(v) A manager may grant to another manager (regardless the class) a power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(vi) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented with at least one Class A Manager. Board resolutions shall be validly adopted by a majority of the votes of the managers present or represented (provided such majority includes at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager). Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed by all the managers present or represented.

(vii) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(viii) Circular resolutions signed by all the managers (Managers' Circular Resolutions) shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and shall bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signatures of one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager.

(ii) The Company shall also be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom special powers have been delegated by the Board.

Art. 9. Sole manager. If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board, the managers or any manager are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

Art. 10. Liability of the managers. The managers shall not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 11. General meetings of shareholders and Shareholders' written resolutions.

11.1. Powers and voting rights

(i) Unless resolutions are taken in accordance with article 11.1 (ii), resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a General Meeting).

(ii) If the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), resolutions of the shareholders may be adopted in writing (Written Shareholders' Resolutions).

(iii) Each share entitles the holder to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders may be convened to General Meetings by the Board. The Board must convene a General Meeting following a request from shareholders representing more than half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) When resolutions are to be adopted in writing, the Board shall send the text of such resolutions to all the shareholders. The shareholders shall vote in writing and return their vote to the Company within the timeline fixed by the Board. Each manager shall be entitled to count the votes.

(iv) General Meetings shall be held at the time and place specified in the notices.

(v) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(vi) A shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder), in order to be represented at any General Meeting.

(vii) Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second General Meeting and the resolutions shall be adopted at the second General Meeting by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(viii) The Articles may only be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(ix) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company shall require the unanimous consent of the shareholders.

(x) Written Shareholders' Resolutions are passed with the quorum and majority requirements set forth above and shall bear the date of the last signature received prior to the expiry of the timeline fixed by the Board.

Art. 12. Sole shareholder.

When the number of shareholders is reduced to one (1):

(i) the sole shareholder shall exercise all powers granted by the Law to the General Meeting;

(ii) any reference in the Articles to the shareholders, the General Meeting, or the Written Shareholders' Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the sole shareholder's resolutions, as appropriate; and

(iii) the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and Approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. Each year, the Board must prepare the balance sheet and profit and loss accounts, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts owed by its managers and shareholders to the Company.

13.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss accounts must be approved in the following manner:

(i) if the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), within six (6) months following the end of the relevant financial year either (a) at the annual General Meeting (if held) or (b) by way of Written Shareholders' Resolutions; or

(ii) if the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), at the annual General Meeting.

Art. 14. Auditors.

14.1. When so required by law, the Company's operations shall be supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The shareholders shall appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their office.

14.2. If the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the Company's operations shall be supervised by one or more commissaires (statutory auditors), unless the law requires the appointment of one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The commissaires are subject to re-appointment at the annual General Meeting. They may or may not be shareholders.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

(i) the Board must draw up interim accounts;

(ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the Legal Reserve;

(iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends; and

(iv) taking into account the assets of the Company, the rights of the Company's creditors must not be threatened by the distribution of an interim dividend.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the Board has the right to claim the reimbursement of dividends not corresponding to profits actually earned and the shareholders must immediately refund the excess to the Company if so required by the Board.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1 The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders shall appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and shall determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators shall have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

16.2 The surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

17.1. Notices and communications may be made or waived, Managers' Circular Resolutions and Written Shareholders Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, email or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Written Shareholders' Resolutions, as the case may be, may appear on

one original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitional provision

The Company's first financial year shall begin on the date of this deed and shall end on the thirty-first (31) of December 2013.

Subscription and Payment

Wells Fargo International Holdings (Luxembourg) S.à r.l., represented as stated above, subscribes for twenty thousand (20,000) shares in registered form, having a nominal value of one US Dollar (USD 1.-) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash of twenty thousand US Dollars (USD 20,000.-).

The amount of twenty thousand US Dollars (USD 20,000.-) is at the Company's disposal.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand five hundred euro (EUR 1,500.-).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, its sole shareholder, representing the entire subscribed capital, adopted the following resolutions:

1. The following are appointed as Class A Managers of the Company for an indefinite period:

- Julie Caperton, born on November 9, 1970 in Tampa, Florida USA, having her professional address at 301 South College Street, Charlotte, North Carolina 28202, USA; and
- Helene Alunni-Botteri, born on November 7, 1971 in Paris (France), having her professional address at One Plantation Place, 30 Fenchurch Place, London, England EC3M 3BD.

2. The following are appointed as Class B Managers of the Company for an indefinite period:

- Douwe Terpstra, born on October 31, 1958 in Leeuwarden (The Netherlands), professionally residing at 65, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
- David Catala, born on January 19, 1979 in Gand (Belgium), professionally residing at 65, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and
- Ingrid Cernicchi, born on May 18, 1983 in Metz (France), professionally residing at 65, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

3. The registered office of the Company is located at 65, Boulevard Grand-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states at the request of the appearing party that this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of discrepancies, the English version prevails.

This notarial deed is drawn up in Esch-sur-Alzette, on the date stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the authorised representative of the appearing party.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille douze, le vingtième jour de décembre,

Par devant le soussigné Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Wells Fargo International Holdings (Luxembourg) S.à r.l., une société régie par les lois de Luxembourg, dont le siège social se situe au 65, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en cours d'immatriculation au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, représentée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, de résidence professionnelle à Esch/Alzette en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg.

Après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, ladite procuration restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est Wells Fargo Aircraft S.à r.l. (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées (comprenant société mère et société sœur), ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à vingt mille dollars américains (USD 20.000,-), représenté par vingt mille (20.000) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) chacune.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

6.3. Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

6.4. Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

6.5. Une cession de parts sociales ne sera opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

6.6. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.7. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition ou:

- (i) qu'elle ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet; ou
- (ii) que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et Révocation des gérants.

7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment, avec ou sans raison, par une décision des associés.

Art. 8. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront le conseil de gérance (le Conseil). Les Associés peuvent décider de nommer des gérants de deux différentes classes, à savoir un ou plusieurs gérants de classe A (le(s) Gérants de Classe A) et un ou plusieurs gérants de classe B (le(s) Gérant(s) de Classe B)

8.1. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux ou limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.2. Procédure

(i) Le Conseil peut nommer un président de l'assemblée parmi ses Gérants de Classe A.

(ii) Le Conseil se réunit sur convocation d'un Gérant de Classe A et de tout autre gérant (quelle que soit la classe) au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, sera au Luxembourg.

(iii) Il sera donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence seront mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iv) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et si chacun d'eux déclare avoir parfaitement connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(v) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant (quelle que soit la classe) afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(vi) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés avec au moins un Gérant de Classe A. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés, (à la condition que cette majorité inclut au moins un (1) Gérant de Classe A et un (1) Gérant de Classe B). Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vii) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio-conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(viii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (des Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes d'un (1) Gérant de Classe A et d'un (1) Gérant de Classe B.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute(s) personne(s) à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le Conseil.

Art. 9. Gérant unique. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

Art. 10. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 11. Assemblées générales des associés et Résolutions écrites des associés.

11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Sauf lorsque des résolutions sont adoptées conformément à l'article 11.1 (ii), les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (chacune une Assemblée Générale).

(ii) Si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), les résolutions des associés peuvent être adoptées par écrit (des Résolutions Ecrites des Associés).

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés peuvent être convoqués aux Assemblées Générales à l'initiative du Conseil. Le Conseil doit convoquer une Assemblée Générale à la demande des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence doivent être précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Si des résolutions sont adoptées par écrit, le Conseil communique le texte des résolutions à tous les associés. Les associés votent par écrit et envoient leur vote à la Société endéans le délai fixé par le Conseil. Chaque gérant est autorisé à compter les votes.

(iv) Les Assemblées Générales sont tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(v) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(vi) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vii) Les décisions de l'Assemblée Générale sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(viii) Les Statuts ne peuvent être modifiés qu'avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(ix) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

(x) Des Résolutions Ecrites des Associés sont adoptées avec le quorum de présence et de majorité détaillés ci-avant. Elles porteront la date de la dernière signature reçue endéans le délai fixé par le Conseil.

Art. 12. Associé unique. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1):

(i) l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale;

(ii) toute référence dans les Statuts aux associés, à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier; et

(iii) les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

13.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente-et-un décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil doit dresser le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérant(s) et des associés envers la Société.

13.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4. Le bilan et le compte de profits et pertes doivent être approuvés de la façon suivante:

(i) si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social en question, soit (a) par l'Assemblée Générale annuelle (si elle est tenue), soit (b) par voie de Résolutions Ecrites des Associés; ou

(ii) si le nombre des associés de la Société dépasse vingt-cinq (25), par l'Assemblée Générale annuelle.

Art. 14. Commissaires / Réviseurs d'entreprises.

14.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat.

14.2. Si la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, ses opérations sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, à moins que la loi ne requière la nomination d'un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés. Les commissaires sont sujets à la renomination par l'Assemblée Générale annuelle. Ils peuvent être associés ou non.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi (la Réserve Légale). Cette affectation cesse d'être exigée quand la Réserve Légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires doivent montrer que suffisamment de bénéfices et autres réserves (y compris la prime d'émission) sont disponibles pour une distributions, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer les dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et

(iv) compte tenu des actifs de la Société, les droits des créanciers de la Société ne doivent pas être menacés.

Si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, le Conseil a le droit de réclamer la répétition des dividendes ne correspondant pas à des bénéfices réellement acquis et les associés doivent immédiatement reverser l'excès à la Société à la demande du Conseil.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nommeront un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et détermineront leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes, s'il y en a, est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

17.1. Les convocations et communications, ainsi que les renoncations à celles-ci, peuvent être faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Ecrites des Associés peuvent être établies par écrit, par télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations peuvent être données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Ecrites des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.

Disposition transitoire

Le premier exercice social de la Société commence à la date du présent acte et s'achèvera le trente-et-un (31) décembre 2013.

Souscription et Libération

Wells Fargo International Holdings (Luxembourg) S.à r.l., représentée comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à vingt mille (20.000) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1,-) chacune, et de les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de vingt mille dollars américains (USD 20.000,-).

Le montant de vingt mille dollars américains (USD 20.000,-) est à la disposition de la Société dont la preuve a été fournie au notaire instrumentant.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées en qualité de Gérants de Classe A de la Société pour une durée indéterminée:
 - Julie Caperton, née le 9 novembre 1970 à Tampa, Floride (Etats-Unis d'Amérique), ayant son adresse professionnelle au 301 South College Street, Charlotte, Caroline du Nord 28202, Etats-Unis d'Amérique; et
 - Helene Alunni-Botteri, née le 7 novembre 1971 à Paris (France), ayant son adresse professionnelle au One Plantation Place, 30 Fenchurch Place, Londres, Angleterre EC3M 3BD.
2. Les personnes suivantes sont nommées en qualité de Gérants de Classe B de la Société pour une durée indéterminée:
 - Douwe Terpstra, né le 31 octobre 1958, à Leeuwarden (Pays-Bas), ayant son adresse professionnelle au 65, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
 - David Catala, né le 19 janvier 1979, à Gand (Belgique), ayant son adresse professionnelle au 65, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et
 - Ingrid Cernicchi, née le 18 mai 1983, à Metz (France), ayant son adresse professionnelle au 65, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.
3. Le siège social de la Société est établi au 65, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare à la requête de la partie comparante que le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences, la version anglaise fait foi.

Fait et passé à Esch-sur-Alzette, à la date qu'en tête des présentes.

Après avoir lu le présent acte à voix haute, le notaire le signe avec le mandataire de la partie comparante.

Signé: Conde, Kessler

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 31 décembre 2012. Relation: EAC/2012/17893. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013020346/513.

(130023668) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

FSS, Fibersat, Société Anonyme.

Enseigne commerciale: fiber and satellite solutions.

Siège social: L-1513 Luxembourg, 66, boulevard Prince Félix.

R.C.S. Luxembourg B 174.968.

STATUTEN

Im Jahr zweitausenddreizehn, den fünfundzwanzigsten Januar.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul DECKER, mit Amtssitz in Luxemburg.

SIND ERSCHIENEN:

1.- Herr Christof KERN, Geschäftsmann, geboren in Salzburg (A) am 16. Oktober 1971, wohnhaft in L-1513 Luxembourg, 66, boulevard Prince Felix,

handelnd in seinem eigenem Namen sowie in Namen von

2.- Herrn Yen CHOI, Geschäftsmann, geboren in Tokyo (Japan) am 6. September 1974, wohnhaft in Unit 1605, 888 Pacific Street, V6Z 2S6 Vancouver, KANADA,

auf Grund einer Vollmacht, gegeben unter Privatschrift am 22. Januar 2013, welche Vollmacht nach gehöriger „ne varietur“ Paraphierung durch den Komparenten, handelnd wie eingangs erwähnt, und dem amtierenden Notar, gegenwärtiger Urkunde beigebogen bleibt um mit derselben einregistriert zu werden.

Die Komparenten, handelnd wie eingangs erwähnt, ersuchen den Notar, die Satzung einer zu gründenden Aktiengesellschaft wie folgt zu beurkunden:

Titel I - Name, Sitz, Dauer, Zweck

Art. 1. Hiermit wird eine Aktiengesellschaft („société anonyme“) namens „FIBERSAT“ (im Folgenden: „Gesellschaft“) gegründet. Die Gesellschaft kann auch unter den Namen „FSS“ oder „fiber and satellite solutions“ auftreten. Sie unterliegt der vorliegenden Satzung und dem geänderten luxemburgischen Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften.

Die Gesellschaft hat ihren Sitz in der Gemeinde Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg).

Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Die Gesellschaft kann jederzeit durch Beschluss der Hauptversammlung gemäß den Bestimmungen dieser Satzung aufgelöst werden.

Art. 2. Gesellschaftszweck ist die wirtschaftliche Beratung im Allgemeinen sowie insbesondere die Beratung und Anmietung aller Satellitenserviceleistungen, der Kauf, Betrieb und die kommerzielle Verwertung von Satelliteninfrastruktur.

Die Gesellschaft kann gesicherte und ungesicherte Darlehen aufnehmen und Bürgschaften für andere natürliche oder juristische Personen leisten.

Die Gesellschaft kann darüber hinaus alle sonstigen wirtschaftlichen, industriellen, und finanziellen Tätigkeiten sowie Tätigkeiten in Bezug sowohl auf bewegliches als auch auf unbewegliches Vermögen durchführen, die mit dem Gesellschaftszweck in unmittelbarem oder mittelbarem Zusammenhang stehen oder die sie zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks für sachdienlich hält.

Titel II - Kapital, Aktien

Art. 3. Das Gesellschaftskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (31.000,- EUR) und ist eingeteilt in einhundert tausend (100.000) A Aktien Stückaktien ohne Nennwert.

Die Aktien werden in A Aktien (ordentliche Aktien mit Stimmrecht), B Aktien, (Vorzugsaktien mit vermindertem Stimmrecht) und C Aktien (Vorzugsaktien ohne Stimmrecht eingeteilt).

Das genehmigte Kapital beträgt zwei Millionen Euro (EUR 2.000.000,-).

Der Alleinverwalter oder der Verwaltungsrat ist während eines fünfjährigen Zeitraumes ab Veröffentlichung der Satzung im Mémorial, Recueil C berechtigt, das gezeichnete Grundkapital innerhalb der Grenzen des genehmigten Kapitals in einem oder mehreren Schritten zu erhöhen. Ein derart erhöhtes Kapital kann unter den vom Verwaltungsrat festgesetzten Bedingungen gezeichnet und begeben werden, insbesondere hinsichtlich der Aktiengattung, der an die zu begebenden Aktien geknüpften Rechte, der Zeichnung und Bezahlung der zu begebenden und zu zeichnenden Aktien, des Zeitpunktes und des Betrages der genehmigten Aktien, die begeben und gezeichnet werden, ob genehmigte Aktien mit oder ohne Agio gezeichnet werden sollen und in welchem Maß die Zahlung von neu gezeichneten Aktien in bar oder mit anderen Mitteln akzeptabel ist. Bei ganzer oder teilweiser Kapitalisierung des genehmigten Kapitals ist der Vorstand ausdrücklich nicht berechtigt, das Vorzugsrecht des Altaktionärs / der Altaktionäre auf Zeichnung zu beschränken oder aufzuheben. Der Verwaltungsrat ist berechtigt, die Pflichten der Zeichnungsannahme und des Zahlungserhalts für Aktien, die das derart erhöhte Kapital teilweise oder ganz verkörpern, an jeden ordnungsgemäß bevollmächtigtes Verwaltungsratsmitglied oder Handlungsbevollmächtigten der Gesellschaft oder an jede andere ordnungsgemäß bevollmächtigte Person zu übertragen. Nach jeder Erhöhung des gezeichneten Kapitals durch den Verwaltungsrat in der gesetzlich geforderten Form und innerhalb der Grenzen des genehmigten Kapitals, ist dieser Artikel folglich an diese Veränderung anzupassen.

Art. 4. Die Aktien können nach Wahl der Aktionäre in Form von Inhaberaktien oder Namensaktien emittiert werden mit Ausnahme derjenigen Aktien, für die Inhaberaktien gesetzlich vorgeschrieben sind.

Für die Gesellschaftsanteile können auf Wunsch des Aktionärs Sammelurkunden ausgegeben werden.

Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Aktionäre haben. Der Tod oder die Auflösung des alleinigen Aktionärs (oder irgendeines anderen Aktionärs) führt nicht zur Auflösung der Gesellschaft.

Die Gesellschaft kann mit ihren freien Reserven ihre eigenen Anteile gemäß Artikel 49-2 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften zurückkaufen.

Das Gesellschaftskapital kann durch Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre in Einklang mit dem Gesellschaftsvertrag in einer oder mehreren Stufen aufgestockt oder verringert werden.

Die Hauptversammlung kann den Verwaltungsrat mit der Durchführung derartiger Änderungen des Gesellschaftskapitals beauftragen.

Wird die Hauptversammlung ersucht, über derartige Änderungen des Gesellschaftskapitals abzustimmen, kann sie das Zeichnungsprivileg der bestehenden Aktionäre einschränken oder ganz aufheben.

Titel III - Verwaltungsrat

Art. 5. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat geleitet, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht, welche keine Aktionäre sein müssen.

Falls die Gesellschaft jedoch von einem einzigen Aktionär gegründet wurde oder in der Hauptversammlung der Aktionäre festgestellt wird, dass alle Aktien der Gesellschaft von einem einzigen Aktionär gehalten werden, kann ein einzelnes Verwaltungsratsmitglied die Geschäfte der Gesellschaft bis zur nächsten ordentlichen Hauptversammlung führen.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden in der ordentlichen Hauptversammlung für eine Dauer von bis zu sechs Jahren gewählt und verbleiben in ihrer Funktion, bis ihre Nachfolger ernannt worden sind. Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Vergütung und die Dauer ihres Mandats werden durch die Hauptversammlung der Aktionäre festgesetzt.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Hauptversammlung mit oder ohne Anlass und mit einfacher Mehrheit der gültigen Stimmen gewählt oder abberufen; eine Wiederwahl ist möglich.

Wird eine juristische Person zum Verwaltungsratsmitglied ernannt, so bestellt sie einen ständigen Vertreter, der in ihrem Namen handelt. Die juristische Person kann ihren Vertreter erst abberufen, wenn sie für ihn gleichzeitig einen Nachfolger bestellt.

Wird die Stelle eines Verwaltungsratsmitglieds durch Tod, Ruhestand oder aus sonstigen Gründen frei, so können die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder vorübergehend bis zur nächsten Hauptversammlung einen vorläufigen Nachfolger bestellen.

Art. 6. Der Verwaltungsrat hat unter Berücksichtigung der einschlägigen Rechtsvorschriften und der vorliegenden Satzung umfassende Befugnisse für alle Handlungen, die er zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks für notwendig oder zweckmäßig hält.

Besteht der Verwaltungsrat aus einer einzigen Person, so besitzt sie sämtliche Verwaltungsratsbefugnisse.

Der Verwaltungsrat ist zur Emission von frei übertragbaren oder nicht übertragbaren Namens- und Inhaberschuldverschreibungen jeglicher Art und Währung berechtigt. Diese Emission ist auf die Höhe des Gesellschaftskapitals beschränkt.

Der Verwaltungsrat bestimmt in diesem Zusammenhang Art, Preis, Zinssatz sowie Ausgabe- und Rückzahlungskonditionen und alle sonstigen diesbezüglichen Konditionen.

Über die auf den Namen lautenden Schuldverschreibungen wird am Gesellschaftssitz ein Register geführt.

Der Verwaltungsrat wählt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden.

Auf Einberufung durch den Vorsitzenden oder zwei Verwaltungsratsmitglieder tritt der Verwaltungsrat an dem im Einberufungsschreiben angegebenen Ort zusammen.

Der Vorsitzende leitet alle Versammlungen der Aktionäre und des Verwaltungsrates; ist er abwesend, kann der Verwaltungsrat unter den anwesenden Mitgliedern mit Stimmenmehrheit ein anderes Verwaltungsratsmitglied bestimmen, das in den Versammlungen vorübergehend den Vorsitz übernimmt.

Eine Sitzung des Verwaltungsrates bedarf einer schriftlichen Einladung der Verwaltungsratsmitglieder. Sie muss ihnen mindestens 24 Stunden vor dem vorgesehenen Sitzungstermin durch Telefax oder E-Mail (ohne elektronische Unterschrift) zugehen, außer in dringlichen Fällen, in denen Art und Gründe der Dringlichkeit in dem Schreiben genannt werden. Ein derartiges Einladungsschreiben ist entbehrlich, sofern jedes Verwaltungsratsmitglied dazu per Brief, Telefax oder E-Mail (ohne elektronische Unterschrift) oder ein anderes Kommunikationsmittel seine Zustimmung erteilt, wobei eine Kopie als ausreichender Beleg gilt.

Für eine Sitzung des Verwaltungsrates, deren Ort und Zeit bereits zuvor in einem Beschluss des Verwaltungsrates festgelegt wurden, ist ein gesondertes Einberufungsschreiben nicht erforderlich.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an einer Versammlung des Verwaltungsrats teilnehmen, indem es per Brief, per Fernschreiben, per elektronischer Post (ohne elektronische Unterschrift) oder ein anderes Kommunikationsmittel eine andere Person zu seinem Vertreter ernannt. Eine Kopie des entsprechenden Schreibens genügt als Beleg. Ein Verwaltungsratsmitglied kann einen oder mehrere Kollegen vertreten.

Verwaltungsratsmitglieder können an einer Sitzung auch im Rahmen einer Telekonferenz durch eine Konferenzschaltung oder sonstige Kommunikationsmittel teilnehmen, die es allen Sitzungsteilnehmern ermöglichen, alle anderen an der Sitzung teilnehmenden Mitglieder durchgehend zu hören, so dass alle Teilnehmer an der Sitzung wirksam teilnehmen können. Die Teilnahme an einer Sitzung mit Hilfe dieser Mittel gilt als persönliche Teilnahme an der Sitzung, und eine mit solchen Mitteln abgehaltene Sitzung gilt als eine Sitzung am Gesellschaftssitz.

Der Verwaltungsrat ist beschlussfähig, sofern die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

Beschlüsse werden mit Zustimmung der Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Mitglieder gefasst. Im Fall der Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Der Verwaltungsrat kann einstimmige (Umlauf-)Beschlüsse auch auf schriftlichem Wege fassen, sei es per Brief, Telefax oder E-Mail (ohne elektronische Unterschrift) oder durch ein anderes Kommunikationsmittel, wobei eine Kopie als ausreichender Beleg gilt. Das Sitzungsprotokoll gilt als Beleg für die Beschlussfassung.

Der Verwaltungsrat kann einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern, Geschäftsführern oder anderen Bediensteten sämtliche oder einen Teil seiner Befugnisse für die tägliche Geschäftsführung und die Vertretung der Gesellschaft übertragen.

Art. 7. Die Gesellschaft wird nach außen durch die Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder die Einzelunterschrift eines geschäftsführenden Verwaltungsratsmitglieds im Rahmen der diesem erteilten Befugnisse, oder im Falle eines alleinigen Verwalters durch dessen alleinige Unterschrift, rechtswirksam vertreten. Für die Vertretung der Gesellschaft gegenüber Behörden genügt die Unterschrift eines Verwaltungsratsmitglieds.

Art. 8. Die Gesellschaft verpflichtet sich, jedes Verwaltungsratsmitglied für Verluste, Schäden und Kosten zu entschädigen, die ihm im Zusammenhang mit einer Klage entstehen könnten, an der es in seiner derzeitigen oder früheren Eigenschaft als Verwaltungsratsmitglied beteiligt ist, außer wenn mit rechtskräftigem Urteil festgestellt wurde, dass es wegen grober Fahrlässigkeit oder vorsätzlicher Pflichtverletzung zu haften hat.

Titel IV - Aufsicht

Art. 9. Die Aufsicht der Gesellschaft obliegt einem oder mehreren Kommissaren, die nicht Aktionäre zu sein brauchen und für bis zu sechs Jahre ernannt werden. Eine Wiederwahl ist zulässig. Sie können jederzeit abberufen werden.

Titel V - Hauptversammlung

Art. 10. Die ordnungsgemäß einberufene Hauptversammlung vertritt sämtliche Aktionäre der Gesellschaft. Sie hat die weitestgehenden Befugnisse, um hinsichtlich der Tätigkeiten der Gesellschaft Anordnungen zu treffen, Handlungen auszuführen oder zu ratifizieren. Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Aktionäre haben. Der Tod oder die Auflösung eines Aktionärs führt nicht zur Auflösung der Gesellschaft.

Die Hauptversammlung wird durch den Verwaltungsrat einberufen. Sie kann auch auf schriftlichen Antrag von Aktionären einberufen werden, die mindestens zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals vertreten. Ebenso können Aktionäre, die mindestens zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft vertreten, die Hinzufügung eines oder mehrerer Punkte auf die Tagesordnung einer Hauptversammlung beantragen. Ein solcher Antrag ist mit eingeschriebenem Brief spätestens fünf (5) Tage vor dem Termin der Hauptversammlung an den Sitz der Gesellschaft zu richten.

Wenn alle Aktionäre in einer Hauptversammlung anwesend oder vertreten sind und bestätigen, dass sie die Tagesordnung kennen, kann die Hauptversammlung ohne vorherige Einberufung stattfinden.

Für die Einberufungsschreiben und die Abhaltung der Hauptversammlungen gelten, soweit diese Satzung nichts anderes vorsieht, die gesetzlichen Bestimmungen über die Beschlussfähigkeit und Fristen.

Aktionäre, die an einer Hauptversammlung per Videokonferenz oder mit Hilfe anderer Kommunikationsmittel teilnehmen, die ihre Identifikation ermöglichen, gelten in Bezug auf die Beschlussfähigkeit und Abstimmungen als anwesend. Das verwendete Kommunikationsmittel muss gewährleisten, dass sämtliche Sitzungsteilnehmer einander fortwährend hören und an der Sitzung wirksam teilnehmen können.

STIMMRECHT

Jede A Aktie hat Anrecht auf eine (1) Stimme.

Drei (3) B Aktien haben Anrecht auf eine (1) Stimme. Zusätzliche thematische Stimmrechtsbeschränkungen können vom Verwaltungsrat mit einfacher Mehrheit beschlossen werden.

C Aktien haben kein Stimmrecht.

Jeder Aktionär kann an einer Aktionärsversammlung teilnehmen, indem er per Brief, E-Mail (ohne elektronische Unterschrift), Telefax oder ein anderes Kommunikationsmittel einen Vertreter ernennt, wobei eine Kopie des entsprechenden Schreibens als Beleg genügt.

Die Stimmabgabe kann per Brief oder Fernschreiben, adressiert an den Gesellschaftssitz oder die im Einberufungsschreiben genannte Adresse, erfolgen. Die Aktionäre dürfen nur die von der Gesellschaft abgegebenen Stimmzettel verwenden, die mindestens die folgenden Angaben enthalten: Ort, Datum und Zeit der Hauptversammlung, Tagesordnung der Hauptversammlung, die der Hauptversammlung zur Entscheidung vorgelegten Abstimmungsgegenstände und für jeden Abstimmungsgegenstand drei Kästchen, in denen der Aktionär ankreuzen kann, ob er dem vorgeschlagenen Beschluss zustimmt, ihn ablehnt oder ob er sich der Stimme enthält.

Stimmzettel, die weder die Zustimmung noch die Ablehnung oder eine Stimmenthaltung zum vorgeschlagenen Beschluss anzeigen, sind ungültig. Die Gesellschaft berücksichtigt nur Stimmzettel, die vor der Hauptversammlung der Aktionäre eingegangen sind, auf die sie sich beziehen.

Die Entscheidungen der ordnungsgemäß einberufenen Hauptversammlung werden mit einfacher Mehrheit der gültig abgegebenen Stimmen getroffen, außer bei Abstimmungen über eine Änderung der Satzung. In diesem Fall werden Entscheidungen mit einer Zweidrittelmehrheit der gültig abgegebenen Stimmen getroffen.

Der Verwaltungsrat kann alle sonstigen Bedingungen für die Teilnahme an Versammlungen der Aktionäre festlegen.

Art. 11. Die jährliche Hauptversammlung findet am 25. Juni um 10.00 Uhr am Gesellschaftssitz oder an einem anderen im Einberufungsschreiben angegebenen Ort statt.

Fällt dieser Tag auf einen gesetzlichen Feiertag, findet die Hauptversammlung am nächsten darauf folgenden Werktag statt.

Titel VI - Geschäftsjahr / Gewinne

Art. 12. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 13. Es werden jährlich fünf Prozent (5%) des Nettogewinns der Gesellschaft als gesetzliche Rücklage abgeführt. Diese Abführung ist zwingend, bis die Rücklage zehn Prozent (10%) des in Artikel 3 dieser Satzung vorgesehenen Gesellschaftskapitals bzw. des nach Artikel 3 aufgestockten oder verringerten Gesellschaftskapitals erreicht hat.

B Aktien und C Aktien, haben ein Anrecht auf eine Vorzugsdividende welche im Bericht des Verwaltungsrates/welcher der ordentlichen Gesellschafterversammlung festgelegt wird.

Über die Verwendung des verbleibenden jährlichen Nettogewinns entscheidet auf Vorschlag des Verwaltungsrats die Hauptversammlung der Aktionäre.

Der Verwaltungsrat kann im Rahmen der gesetzlichen Vorschriften Zwischendividenden ausschütten.

Titel VII - Anwendbares Recht

Art. 14. Für alle durch diese Satzung nicht geregelten Punkte gilt das geänderte Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften.

Übergangsbestimmungen

- 1.- Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tag und endet am 31. Dezember 2013.
- 2.- Die erste Jahreshauptversammlung findet im Jahr 2014 statt.
- 3.- Das erste Verwaltungsratsmitglied kann in der außerordentlichen Gesellschafterversammlung welche den Statuten folgt ernannt werden.

Zeichnung und Einzahlung

Die Komparenten, handelnd wie eingangs erwähnt, erklären die Aktien wie folgt zu zeichnen:

Aktionär	Anzahl der gezeichneten Aktien
1.- Herr Christof KERN, vorbenannt	70.000 A Aktien
2.- Herr Yen CHOI, vorbenannt	30.000 A Aktien
Total:	100.000 A Aktien

Alle Aktien wurde somit gezeichnet und in vollem Umfang bar bezahlt. Somit verfügt die Gesellschaft nunmehr über ein Kapital in Höhe von einunddreißigtausend Euro (31.000,- EUR), was dem Notar ordnungsgemäß nachgewiesen wurde.

Bescheinigung

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, dass die in Artikel 26 des geänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften festgelegten Bedingungen erfüllt sind.

Kosten

Die Gründungskosten der Gesellschaft werden auf ungefähr eintausendeinhundert Euro geschätzt.

Ausserordentliche Hauptversammlung

Die eingangs erwähnten Parteien, die das gesamte Gesellschaftskapital vertreten, haben sich zu einer außerordentlichen Hauptversammlung der Aktionäre zusammengefunden, zu der sie sich als ordnungsgemäß einberufen ansehen, und einstimmig Folgendes beschlossen:

1. Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf drei (3) und die der Kommissare auf einen (1) festgelegt.
2. Als Verwaltungsratsmitglieder werden ernannt:
 - Herr Christof KERN, Geschäftsmann, geboren in Salzburg (A) am 16. Oktober 1971, wohnhaft in L-1513 Luxembourg, 66, boulevard Prince Felix und
 - Herr Yen CHOI, Geschäftsmann, geboren in Tokyo (Japan) am 6. September 1974, wohnhaft in Unit 1605, 888 Pacific Street, V6Z 2S6 Vancouver, KANADA
 - Herr Michael Mag. Dr. GORDON, Ökonom, geboren in Salzburg (A) am 20. Juni 1972, wohnhaft in CH-4103 Bottmingen, Rappenbodenweg 12, SCHWEITZ
3. PKF Risk & Assurance, Aktiengesellschaft mit Sitz in L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, Nummer 172.296, wird zum Kommissar ernannt.
4. Die Mandate des Alleinverwalters und des Kommissars laufen bis zum Abschluss der ordentlichen Hauptversammlung des Jahres 2019.
5. Der Sitz der Gesellschaft ist in L-1513 Luxembourg, 66, boulevard Prince Felix.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen in Luxembourg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnete Notar, der die englische Sprache versteht und spricht, stellt hiermit fest, dass auf Antrag des Komparenten, die vorliegende Urkunde in Deutsch abgefasst ist, gefolgt von einer englischen Fassung, und im Fall von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Wortlaut die deutsche Fassung Vorrang haben soll.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Komparenten, namens handelnd wie hiervor erwähnt, dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit Uns dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Es folgt die englische Fassung des vorangegangenen Textes:

In the year two thousand and thirteen, on the twenty fifth January.

Before the undersigned M^e Paul DECKER, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

1.- Mr Christof KERN, Businessman, born in Salzburg (A) on the 16th of October 1971, residing in L-1513 Luxembourg, 66, boulevard Prince Felix

acting on behalf of its own name and on behalf of

2.- Mr Yen CHOI, Businessman, born in Tokoy (Japan) on the 6th of September 1974, residing in Unit 1605, 888 Pacific Street, V6Z 2S6 Vancouver, Canada,

by virtue of a proxy given under private seal on the 22 of January 2013, which proxy, after having been initialled and signed “ne varietur” by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing request, by their proxy holder the officiating notary to enact the incorporation of a public limited company, (“Aktiengesellschaft”), as follows:

Chapter I. Name - Registered office - Duration - Purpose

Art. 1. There exists a public limited company (“société anonyme”) under the name of “FIBERSAT”, (“the Company”) governed by these articles and the law of August 10th, 1915 concerning commercial companies, as amended. The Company can also use the names “FSS” or “fiber and satellite solutions”.

The registered office is established in Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg).

The duration of the Company is unlimited.

The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for the amendment of these articles of association.

Art. 2. The Company’s purpose is economic consulting in general, and specially Consulting and service offering for satellite services, the purchase, operation and commercial exploitation of satellite infrastructure solutions.

The company may contract secured or unsecured loans, or act as a guarantor for other persons or legal entities such as companies.

The company may also carry out any commercial, industrial, financial, movable and immovable operations, which are in direct or indirect relation with its object or which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Chapter II. Share capital - Shares

Art. 3. The subscribed share capital is fixed at thirty one thousand Euro (EUR 31,000.-) represented by one hundred thousand (100,000) class A shares without par value.

The shares will be divided into class A Shares, (ordinary voting stock), Class B Shares (preferential Shares with limited voting rights) and Class C Shares, (preferential Non-Voting Shares).

The authorized capital is set at two million euro (EUR 2,000,000.-).

The Director or, as the case may be, the Board of Directors is authorized, during a period ending five years after the date of publication of the articles of association in the Mémorial, Recueil C, to increase in one or several times the subscribed capital within the limits of the authorized capital. Such increased amount of capital may be subscribed for and issued under the terms and conditions as the Director, or as the case may be, the Board of Directors may determine, more specifically in respect of the class of shares to be issued, the rights attached to the shares to be issued, the subscription and payment of the shares to be subscribed and issued, the time and the amount of the authorized shares to be subscribed and issued, whether the authorized shares are to be subscribed with or without an issue premium and to what an extent the payment of the newly subscribed shares is acceptable either on cash or assets other than cash. When realizing the authorized capital in full or in part the Director or, as the case may be, the Board of Directors is expressly not authorized to limit or to waive the preferential subscription right reserved to existing shareholder(s). The Director or, as the case may be, the Board of Directors may delegate to any duly authorized director or officer of the Company or to any other duly authorized person the duties of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of such increased amounts of capital. After each increase, the subscribed capital performed in the legally required form by the Director or, as the case may be, by the Board of Directors within the limits of the authorized capital, the present article is, as a consequence, to be adjusted to this amendment.

Art. 4. The shares may be registered or bearer shares, at the option of the holder, except those shares for which the law prescribes the registered form.

The Company’s shares may, at the owner’s option, be issued as certificates representing multiple shares.

The Company may have one or several shareholders.

The death or the dissolution of the sole shareholder (or any other shareholder) shall not lead to the dissolution of the Company.

The Company may, using its free reserves, repurchase its own shares under the provisions set forth in Article 49-2 of the law on commercial companies.

The capital of the Company may be increased or reduced in one or several steps by a decision of the general meeting of shareholders, adopted in accordance with the provisions in the Articles of Association.

The general meeting may entrust the board of directors with the realisation of such increase or decrease in the capital.

The general meeting of the shareholders called to decide upon the amendment in capital may limit or waive the preferential subscription right of the existing shareholders.

Chapter III. Board of Directors

Art. 5. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of three members at least, shareholders or not.

However, if the Company is incorporated by a single shareholder or if noted at a shareholders' meeting that all the shares issued by the Company are held by a single shareholder, the Company may be managed by one single director until the first annual shareholders' meeting following this moment.

The directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting, which shall determine their number, remuneration and term of office. The term of the office of a director may not exceed six years and the directors shall hold office until their successors are elected. Directors may be re-elected for successive terms.

Any directors are elected or removed with or without cause, by the general meeting of shareholders at a simple majority of the votes validly cast.

If a legal entity is appointed as director of the Company, such legal entity must designate a permanent representative who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative once a successor is appointed.

In the event of a vacancy in the office of a director due to death, retirement or otherwise, this vacancy may, in compliance with the applicable legal provisions, on a temporary basis be occupied until the next meeting of shareholders.

Art. 6. The Board of Directors has full power to perform such acts as shall be necessary or useful to the Company's object; all matters not expressly reserved to the general meeting by law or by the present articles of association remain within the competence of the Board of Directors.

In case of a single director, the latter is vested with all the powers of the Board of Directors.

The Board may in particular float convertible or non-convertible bonded loans, by way of issue of bearer or registered bonds, with any denomination whatsoever and payable in any currency whatsoever, it being understood that any issue of convertible bonds may only be affected within the limits of the authorized capital.

The Board of Directors will determine the nature, price, and rate of interest, issue and repayment conditions as well as any other conditions in relation thereto.

A register of the bonds will be kept at the registered office of the Company.

The Board of Directors shall choose among its members a chairman.

The Board of Directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and of the Board of Directors; in his absence, the shareholders or the Board of Directors may appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Any meeting of the Board of Directors must be given to directors at least twenty-four hours in advance of the date scheduled for the meeting, by facsimile or by electronic mail (without electronic signature), except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each director in writing, by facsimile, by electronic mail (without electronic signature) or any other similar means of communication, a copy being sufficient proof thereof. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the Board of Directors.

Any directors may act at any meeting of the Board of Directors by appointing another director as his proxy in writing, by facsimile, by electronic mail (without electronic signature) or by any means of communication, a copy being sufficient proof thereof. A director may represent one or more of his colleagues.

Any director may participate in any meeting of the Board of Directors by conference-call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of all such persons in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. A meeting held through such means of communication is deemed to be held at the registered office of the Company.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is present or represented at a meeting of the Board of Directors.

Decisions shall be taken only with the approval of a majority of the directors present or represented at such meeting. In case of a tie the Chairman has the casting vote.

The Board of Directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, by electronic mail (without electronic signature) or any other similar means of communication, a copy being sufficient proof thereof. The entirety will form the minutes giving evidence of the passing of the resolution.

The Board of Directors may delegate all or part of its powers concerning the day-to-day management and the representation of the Company in connection therewith to one or more Directors, Manager or other Officers; they need not be shareholders of the Company.

Art. 7. Towards third parties the Company is validly bound in any circumstances by the joint signatures of two Directors or by the individual signature of a delegate of the Board within the limits of its powers. The signature of one Director will be sufficient to represent the Company validly with the public administrations.

Art. 8. The Company undertakes to indemnify any Director against loss, damages, or expenses incurred by him in connection with any action or suit to which he may be made a party in his present or past capacity as Director of the Company, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action to be liable for gross negligence or willful misconduct.

Chapter IV. Supervision of the Company

Art. 9. The Company shall be supervised by one or more Auditors, who need not be shareholders; they shall be appointed for a maximum period of six years and they shall be re-eligible; they may be removed at any time.

Chapter V. General meetings of shareholders

Art. 10. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company. The Company may have one or several shareholders. The death or the dissolution of the sole shareholder (or any other shareholder) shall not lead to the dissolution of the Company.

The general meeting is convened by the Board of Directors. It shall also be convened upon request in writing of shareholders representing at least ten percent (10%) of the Company's share capital. Shareholders representing at least ten percent (10%) of the Company's share capital may request the adjunction of one or several items to the agenda of any general meeting of shareholders. Such request must be addressed to the Company's registered office by registered mail at least five (5) days before the date of the meeting.

If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

The quorum and time-limits required by law shall govern the convening notices and the conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Shareholders taking part in a meeting through video-conference or through other means of communication allowing their identification are deemed to be present for the computation of the quorum and votes. The means of communication used must ensure all persons taking part in the meeting to effectively participate therein and to hear one another on a continuous basis.

VOTING RIGHTS

Each Class A Share is entitled to one (1) vote.

Three (3) Class B Shares are entitled to one (1) vote. The board may impose additional voting restrictions with simple majority.

The Class C Shares are not entitled to vote.

A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing, by electronic mail (without electronic signature), by facsimile or by any other means of communication, a copy being sufficient proof thereof.

Each shareholder may vote through voting forms sent by post or facsimile to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company and which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposal submitted to the decision of the meeting, as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour of, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box.

Voting forms which show neither a vote in favour, nor against the proposed resolution, nor an abstention, are void. The Company will only take into account voting forms received prior to the general meeting which they relate to.

Resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed with a simple majority of the votes validly cast, unless the item to be resolved upon relates to an amendment of the articles of association, in which case the resolution will be passed with a majority of two thirds of the vote validly cast.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Art. 11. The annual general meeting shall be held on 25th June of each year at ten (10.00) a.m. at the registered office or such other place as indicated in the convening notices.

If the said day is a public holiday, the meeting shall be held on the next following working day.

Chapter VI. Financial year - Profits

Art. 12. The accounting year of the Company shall begin on January first of each year and shall terminate on December thirty-first of the same year.

Art. 13. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company, as stated in article 3 hereof or as increased or reduced periodically as provided in article 3 hereof.

The Class B and Class C Shares are entitled to have a preferential Dividend, which shall be determined by the Board of Directors in its Report, which shall be drawn up for the annual general meeting.

The general meeting of shareholders will determine, on the proposal of the Board of Directors, how the balance of the yearly net profit will be allocated. Interim dividends may be distributed by the Board of Directors in compliance with the terms and conditions provided for by law.

Chapter VII. Applicable law

Art. 14. As regards the matters which are not specified in the present articles, the parties refer and submit to the provisions of the Luxembourg law on commercial companies.

Transitory dispositions

- 1.- The first financial year begins on the date of incorporation of the company and ends on December 31st, 2013.
- 2.- The first annual general meeting shall be held in 2014.
- 3.- The first managing director may be appointed by the general meeting which follows the articles of incorporation.

Subscription and Payment

The shares have been subscribed by the shareholders as follows:

Shareholder	Number of subscribed Shares
1.- Mr Christof KERN, prenamed	70,000 Class A Shares
2.- Mr James CHOI, prenamed	30,000 Class A Shares
Total:	100,000 Class A Shares

All the shares have been fully paid up in cash, and therefore the amount of thirty one thousand Euros (31,000.- EUR) is as now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed in art. 26 of the law on commercial companies of August 10th, 1915 as subsequently amended have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Costs

The amount of the expenses, for which the company is liable as a result of its formation, is approximately fixed at one thousand one hundred Euro.

Extraordinary general meeting

The above named parties, representing the whole of the subscribed capital, considering themselves to be duly convened, have proceeded with an Extraordinary General Meeting and after having stated that it was regularly constituted they have passed the following resolutions by unanimous vote:

- 1.- The number of Directors is fixed at three (3) and that of the Auditors at one (1).
- 2.- Are Appointed as Members of the Board of Directors:
 - Mr Christof KERN, Businessman, born in Salzburg (A) on the 16th of October 1971, residing in L-1513 Luxembourg, 66, boulevard Prince Felix and
 - Mr Yen CHOI, Businessman, born in Tokyo (Japan) on the 6th of September 1974 residing in Unit 1605, 888 Pacific Street, V6Z 2S6 Vancouver, Canada
 - Mr Michael Mag. Dr. GORDON, Ökonom, born in Salzburg (A) on the 20th of June 1972 residing in CH-4103 Bottmingen, Rappenbodenweg 12
- 3.- PKF Risk & Assurance, public limited liability company ("société anonyme"), with registered office in L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy, filed at the Companies and Trade Register of Luxembourg, Section B, Number 172.296, has been appointed as Statutory Auditor:

4.- The mandates of the Directors, the managing directors, and the Statutory Auditor will expire at the general annual meeting in the year 2019.

5.- The company's registered office shall be in L-1513 Luxembourg, 66, boulevard Prince Felix.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in German followed by an English version; on request of the appearing person and in case of divergences between the English and the German version, the German version will be prevailing.

On the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, acting as said before, known to the notary, by surname, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present deed.

Gezeichnet: Christof KERN, Paul DECKER.

Enregistré à Luxembourg, Actes Civils, le 30 janvier 2013. Relation: LAC/2013/4459. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, dem Handels- und Gesellschaftsregister erteilt.

Luxemburg, den 7. Februar 2013.

Référence de publication: 2013019896/478.

(130024152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2013.

Pettinaroli Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 61.370.

L'an deux mille douze, le vingt et un novembre.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme PETTINAROLI FINANCE S.A., ayant son siège social à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont, R.C.S. Luxembourg numéro B 61.370, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 15 septembre 1997, publié au Mémorial C numéro 65 du 2 février 1998, et dont les statuts ont été modifiés:

suivant acte sous seing privé en date du 20 novembre 2001, dont un extrait du procès-verbal a été publié au Mémorial C numéro 703 du 7 mai 2002;

suivant actes reçus par le notaire instrumentant:

- en date du 1^{er} juin 2004, publié au Mémorial C numéro 839 du 16 août 2004;
- en date du 28 décembre 2006, publié au Mémorial C numéro 758 du 2 mai 2007;
- en date du 29 octobre 2010, publié au Mémorial C numéro 175 du 28 janvier 2011,

ayant un capital social de deux millions cinq cent mille euros (2.500.000,- EUR), représenté par quatre mille (4.000) actions de six cent vingt-cinq euros (625,- EUR) chacune.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Sophie ERK, employée privée, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

La présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Antonio FERNANDES, employé privé, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée et contrôlée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

La présidente expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- 1.- Modification de la dénomination de la société en PETTINAROLI FINANCE S.R.L.
- 2.- Modification de l'objet social pour lui donner la teneur reprise dans l'article trois des nouveaux statuts en langue italienne.
- 3.- Fixation de la durée de la société jusqu'au 31 décembre 2030.
- 4.- Démission des administrateurs et du commissaire de la société.

5.- Transfert du siège social, statutaire et administratif de Luxembourg en Italie, et adoption par la société de la nationalité italienne.

6.- Changement de la forme légale de la société d'une "société anonyme" en "société à responsabilité limitée".

7.- Refonte complète des statuts de la société pour les adapter à la législation italienne.

8.- Nominations statutaires.

9.- Divers.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de changer la dénomination de la société en PETTINAROLI FINANCE S.R.L.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier l'objet social pour lui donner la teneur reprise dans l'article trois des nouveaux statuts de la société en langue italienne ci-après.

Troisième résolution

L'assemblée décide de fixer la durée de la société jusqu'au 31 décembre 2030.

Quatrième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission des administrateurs de la société à savoir Messieurs Ugo PETTINAROLI, Alexis DE BERNARDI et Robert REGGIORI et du commissaire aux comptes de la société à savoir Monsieur Jean-Marc HEITZ et de leur accorder pleine et entière décharge pour l'exécution de leurs mandats.

Cinquième résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social, statutaire et administratif de la société de L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont, à I-28017 Maurizio D'Opaglio, Via Pianelli n. 38 (Italie), et de faire adopter par la société la nationalité italienne, selon la loi italienne.

L'assemblée décide que le transfert du siège ne devra pas donner lieu à la constitution d'une nouvelle société, même du point de vue fiscal et constate que cette résolution est conforme à la directive du Conseil de la CEE en date du 17 juillet 1969 et aux dispositions des articles 4 et 50 du D.P.R. du 26 avril 1986, numéro 131.

L'assemblée décide aussi l'abolition, avant de l'inscription de la société au Registre des Entreprises Italienne, de l'emprunt obligationnaire 2004-2014.

Les porteurs des obligations 2004-2014 devront les consigner à la société pour l'annulation, avant de l'inscription de la société au Registre des Entreprises Italienne.

Sixième résolution

L'assemblée décide de changer la forme légale de la société d'une "société anonyme" en "société à responsabilité limitée".

Septième résolution

L'assemblée décide de procéder à une refonte complète des statuts de la société pour les mettre en concordance avec la législation italienne et de les arrêter comme suit:

"STATUTO DELLA "PETTINAROLI FINANCE S.R.L."

Denominazione - Sede - Oggetto - Durata

Art. 1. Denominazione.

1.1 E' costituita una Società a responsabilità limitata con la denominazione sociale di "PETTINAROLI FINANCE S.R.L."

Art. 2. Sede e domiciliazione.

2.1 La Società ha sede in San Maurizio D'Opaglio.

2.2 Il domicilio dei soci, degli amministratori, dell'organo di controllo e/o del revisore, se nominati, per tutto quel che concerne i loro rapporti con la Società, è quello risultante dai libri sociali.

Per domicilio si intende non solo l'indirizzo, ma anche il numero di fax e l'indirizzo di posta elettronica, anche ai fini dell'articolo 2479-bis c.c.

Art. 3. Oggetto sociale.

3.1 La società ha per oggetto l'attività di:

- assunzione e gestione di partecipazioni in Enti o Società, sia di capitali che di persone, a carattere commerciale, industriale, agricolo o finanziario;
- finanziamento e coordinamento tecnico e finanziario delle società ed enti nei quali partecipa,
- compravendita, il possesso, la gestione di titoli pubblici e privati.

3.2 La Società potrà altresì compiere qualunque altra operazione commerciale, immobiliare o finanziaria, ivi inclusa la prestazione di garanzie e fidejussioni anche nell'interesse di terzi, che sarà ritenuta dall'Organo Amministrativo utile per il conseguimento degli scopi sociali nonché assumere partecipazioni ed interessenze in altre Società anche con oggetto non affine al proprio, il tutto nel pieno rispetto della normativa vigente in materia fiscale e finanziaria.

Art. 4. Durata.

4.1 La durata della Società è fissata sino al 31 dicembre 2030.

Capitale e quote sociali

Art. 5. Capitale sociale.

5.1 Il Capitale sociale è di Euro 2.500.000 ed è suddiviso in tante quote quanti sono i soci.

Il capitale sociale potrà essere aumentato anche mediante conferimento di beni in natura, di crediti o di aziende nonché di tutti gli elementi attivi suscettibili di valutazione economica.

5.2 In caso di parziale sottoscrizione l'aumento rimane valido per la parte sottoscritta secondo quanto previsto dall'art. 2481 bis, 3° comma, del Codice Civile.

I versamenti sulle quote sono richiesti dall'Organo Amministrativo nei termini e nei modi stabiliti dal piano di emissione o che esso riterrà più opportuni e convenienti.

5.3 A carico dei soci in ritardo nei versamenti decorrerà l'interesse in ragione annua pari al "tasso di riferimento" in vigore al momento del verificato mancato versamento, fermo il disposto dell'art. 2466 del c.c.

5.4 Per le decisioni di aumento e riduzione del capitale sociale si applicano gli articoli 2481 e seguenti del c.c.

5.5 Salvo il caso di cui all'articolo 2482-ter c.c., gli aumenti del capitale possono essere attuati anche mediante offerta di partecipazioni di nuova emissione a terzi; in tal caso, spetta ai soci che non hanno concorso alla decisione il diritto di recesso a norma dell'articolo 2473 c.c.

Nel caso di riduzione per perdite che incidono sul capitale sociale per oltre un terzo, può essere omesso il deposito presso la sede sociale della documentazione prevista dall'articolo 2482-bis, comma secondo c.c., in previsione dell'assemblea ivi indicata.

5.6 La società potrà acquisire dai soci versamenti e finanziamenti, a titolo oneroso o gratuito, con o senza obbligo di rimborso, nel rispetto delle normative vigenti, con particolare riferimento a quelle che regolano la raccolta di risparmio tra il pubblico. Il regime dei finanziamenti dei soci è assoggettato alla normativa di postergazione di cui all'articolo 2467 c.c. nei casi previsti dal 2° comma del predetto articolo.

5.7 E' attribuita alla competenza dei soci l'emissione dei titoli di debito di cui all'articolo 2483 c.c.

La relativa delibera potrà essere adottata con il voto favorevole dei soci che rappresentino almeno il 51% del capitale sociale.

Art. 6. Trasferimento delle partecipazioni.

6.1 Per "partecipazione" (o "partecipazioni") si intende la partecipazione di capitale spettante a ciascun socio ovvero parte di essa in caso di trasferimento parziale e/o anche i diritti di sottoscrizione alla stessa pertinenti.

6.2 Per "trasferimento" si intende il trasferimento per atto tra vivi od a causa di morte di partecipazioni.

6.3 Nella dizione "trasferimento per atto tra vivi" s'intendono compresi tutti i negozi di alienazione, nella più ampia accezione del termine e quindi, oltre alla vendita, a puro titolo esemplificativo, i contratti di permuta, conferimento, dazione in pagamento, trasferimento del mandato fiduciario, donazione e costituzione del diritto di usufrutto.

In tutti i casi in cui la natura del negozio non preveda un corrispettivo ovvero il corrispettivo sia diverso dal denaro, i soci acquisteranno le partecipazioni versando all'offerente la somma determinata di comune accordo o, in mancanza di accordo, dall'arbitratore, come in seguito meglio specificato.

L'intestazione a società fiduciaria o la reintestazione, da parte della stessa (previa esibizione del mandato fiduciario) agli effettivi proprietari non è soggetta a quanto disposto dal presente articolo.

6.4 Nella dizione "trasferimento a causa di morte" si intendono comprese la successione legittima o testamentaria, a titolo universale o particolare.

6.5 In tutte le precitate ipotesi di trasferimento di partecipazioni eseguito senza l'osservanza di quanto di seguito prescritto, l'avente causa non avrà diritto di essere iscritto nel libro soci, non sarà legittimato all'esercizio del voto e degli altri diritti amministrativi e non potrà alienare la partecipazione con effetto verso la società.

6.6 Le partecipazioni sono divisibili e trasferibili liberamente solo a favore:

- a) di altri soci;
- b) del coniuge di un socio;
- c) di parenti in linea retta di un socio, in qualunque grado;
- d) di società controllanti, controllate, collegate o comunque appartenenti al medesimo gruppo di società;
- e) nonchè nei casi di cessione a titolo di dotazione di trusts e costituzione di vincoli di destinazione in genere.

PRELAZIONE

6.7 Il socio che intende vendere o comunque trasferire in tutto o in parte la propria partecipazione a soggetti diversi da quelli indicati al punto 6.6, dovrà darne comunicazione a tutti i soci risultanti dal libro soci ed all'organo amministrativo mediante lettera raccomandata con ricevuta di ritorno inviata al domicilio di ciascuno di essi indicato nello stesso libro; la comunicazione deve contenere le generalità del cessionario e le condizioni della cessione, fra le quali, in particolare, il prezzo e le modalità di pagamento. I soci destinatari delle comunicazioni di cui sopra devono esercitare il diritto di prelazione per l'acquisto della partecipazione cui la comunicazione si riferisce facendo pervenire al socio offerente la dichiarazione di esercizio della prelazione con lettera raccomandata con ricevuta di ritorno spedita non oltre 30 (trenta) giorni dal ricevimento dell'offerta di prelazione.

6.8 Nell'ipotesi di esercizio del diritto di prelazione da parte di più di un socio, la partecipazione offerta spetterà ai soci interessati in proporzione alla partecipazione da ciascuno di essi posseduta.

Nel contempo ciascun socio deve impegnarsi ad acquistare anche la frazione di partecipazione per la quale non sia stata esercitata la prelazione.

6.9 Se qualcuno degli aventi diritto alla prelazione non possa o non voglia esercitarla, il diritto a lui spettante si accresce automaticamente e proporzionalmente a favore di quei soci che, viceversa, abbiano esercitato la prelazione.

6.10 La comunicazione dell'intenzione di trasferire la partecipazione formulata con le modalità indicate equivale a proposta contrattuale ai sensi dell'articolo 1326 c.c. Pertanto il contratto si intenderà concluso nel momento in cui chi ha effettuato la comunicazione viene a conoscenza della accettazione dell'altra parte. Da tale momento il socio cedente è obbligato a concordare con il cessionario la ripetizione del negozio in forma idonea all'iscrizione nel libro soci, con contestuale pagamento del prezzo come indicato nella denunziatio.

6.11 La prelazione deve essere esercitata per il prezzo indicato dall'offerente.

6.12 Qualora il prezzo richiesto sia ritenuto eccessivo da uno qualsiasi dei soci che abbia manifestato nei termini e nelle forme di cui sopra la volontà di esercitare la prelazione, il prezzo della cessione sarà determinato dalle parti di comune accordo tra loro.

Qualora non fosse raggiunto alcun accordo, le parti provvederanno alla nomina di un unico arbitratore che stabilirà il prezzo di cessione, come in seguito precisato.

In caso di mancato accordo sulla nomina dell'unico arbitratore, esso sarà nominato su richiesta della parte più diligente.

Nell'effettuare la sua determinazione l'arbitratore dovrà tener conto della situazione patrimoniale della società, della sua redditività, del valore dei beni materiali ed immateriali da essa posseduti, della sua posizione nel mercato nonché del prezzo e delle condizioni offerti dal potenziale acquirente, ove egli appaia di buona fede, e di ogni altra circostanza e condizione che viene normalmente tenuta in considerazione ai fini della determinazione del valore di partecipazioni societarie, con particolare attenzione a un eventuale "premio di maggioranza" per il caso di trasferimento del pacchetto di controllo della società.

Qualora il prezzo stabilito dall'arbitratore risultasse superiore al prezzo offerto dal potenziale acquirente, il trasferimento a favore dei soci aventi diritto di prelazione avverrà comunque al prezzo offerto dal potenziale acquirente; qualora il prezzo stabilito dall'arbitratore risultasse inferiore di non oltre il 10 (dieci) % al prezzo offerto dal potenziale acquirente, il trasferimento a favore dei soci aventi diritto di prelazione avverrà al prezzo offerto dal potenziale acquirente; diversamente il trasferimento avverrà al prezzo determinato dall'arbitratore.

6.13 Il costo dell'arbitratore sarà per la metà a carico del cedente e per l'altra metà della parte cessionaria.

6.14 Qualora la prelazione non sia esercitata nei termini sopra indicati, il socio offerente sarà libero di trasferire l'intera partecipazione all'acquirente indicato nella comunicazione a partire da 90 (novanta) giorni ed entro 120 (centoventi) giorni da quello della scadenza del termine per l'esercizio della prelazione.

Ove il trasferimento non si verifichi nel termine suindicato, il socio offerente dovrà nuovamente conformarsi alle disposizioni di questo articolo.

6.15 Il diritto di prelazione spetta ai soci anche quando si intenda trasferire la nuda proprietà della partecipazione. Il diritto di prelazione non spetta per il caso di costituzione di pegno od usufrutto.

6.16 La partecipazione trasferita per successione legittima o testamentaria a soggetti diversi da quelli previsti all'art. 6.6 dovrà essere offerta in prelazione a tutti i soci nei modi e con gli effetti di cui ai precedenti commi. Fino a quando non sia stata fatta l'offerta e non risulti che questa non è stata accettata, l'erede o il legatario non sarà iscritto nel libro dei

soci, non sarà legittimato all'esercizio del voto e degli altri diritti amministrativi inerenti alle partecipazioni e non potrà alienare le partecipazioni con effetto verso la società.

GRADIMENTO:

6.17 Qualora nessun socio eserciti il diritto di prelazione di cui al presente articolo ed in ogni caso di costituzione di diritti reali di garanzia sulle partecipazioni che comportino l'attribuzione del diritto di voto, è richiesto il gradimento degli altri soci non computandosi la partecipazione relativamente alla quale deve essere espresso il gradimento.

6.18 Salvi i casi nei quali sia già stata effettuata la comunicazione di cui all'art. 6.7 e salvo quanto infra previsto all'art. 6.22, il socio che intenda costituire sulla propria partecipazione diritti reali di garanzia che comportino l'attribuzione del diritto di voto, dovrà comunicare con lettera raccomandata con ricevuta di ritorno inviata agli altri soci ed all'organo amministrativo la proposta contenente l'indicazione della persona del creditore pignoratizio e le altre modalità di trasferimento.

6.19 La decisione sul gradimento dovrà intervenire entro 90 (novanta) giorni dalla scadenza del termine per l'esercizio della prelazione ovvero, nei casi in cui non spetta il diritto di prelazione, entro 90 (novanta) giorni dal ricevimento della comunicazione di cui al comma precedente, e, se adottata dai singoli soci, essere comunicata all'organo amministrativo.

6.20 Qualora entro il termine predetto di 90 (novanta) giorni al socio non pervenga alcuna comunicazione, il gradimento si intenderà concesso e il socio potrà trasferire la partecipazione nei 30 (trenta) giorni successivi.

6.21 Nel caso di diniego del gradimento la decisione dei soci dovrà essere motivata e contenere l'indicazione di un terzo acquirente, gradito alla Società, disposto ad acquistare a parità di condizioni proposte dal socio cedente, il quale resterà comunque libero, a questo punto, di rifiutare l'offerta e conservare la titolarità della propria partecipazione.

Nel caso di diniego del gradimento per la costituzione di diritti reali di garanzia, il pegno potrà comunque essere costituito ma senza attribuzione del diritto di voto al creditore pignoratizio.

Il gradimento potrà essere rifiutato, con obbligo di motivazione, soltanto allorché il terzo indicato quale cessionario non sia effettivamente dotato di capacità finanziaria e commerciale idonea per il perseguimento dell'oggetto sociale, ovvero allorché abbia qualità o svolga attività tali per cui la sua presenza nella compagine sociale si ponga o possa porsi in conflitto con l'interesse della società o degli altri soci, ovvero sulla base di altre situazioni oggettive che contrastino con l'interesse della società o degli altri soci.

6.22 Le disposizioni di cui sopra si applicano anche ai trasferimenti a causa di morte, salvo che gli eredi siano i soggetti di cui al punto 6.6.

In tal caso, gli eredi o i legatari del socio defunto dovranno comunicare con lettera raccomandata inviata all'organo amministrativo ed agli altri soci l'avvenuta apertura della successione ed i nominativi dei successori nella titolarità della partecipazione entro 12 (dodici) mesi dalla morte del de cuius.

Fino a quando non sia stato espresso il giudizio in ordine al gradimento, gli eredi od i legatari non saranno iscritti nel libro dei soci, non saranno legittimati all'esercizio del voto e degli altri diritti amministrativi inerenti alle partecipazioni e non potranno alienare le partecipazioni con effetto verso la società.

LIQUIDAZIONE DELLE PARTECIPAZIONI

6.23 Il pagamento delle partecipazioni deve essere eseguito entro sei mesi dall'evento al quale consegue la liquidazione in caso di accordo ovvero dalla decisione dell'arbitratore in caso di disaccordo.

Art. 7. Recesso.

7.1 Hanno diritto di recedere i soci che non hanno concorso all'approvazione delle decisioni riguardanti:

- a) il cambiamento dell'oggetto della società;
- b) la trasformazione della società;
- c) la fusione e la scissione della società;
- d) la revoca dello stato di liquidazione;
- e) il trasferimento della sede della società all'estero;
- f) il compimento di operazioni che comportino una sostanziale modifica dell'oggetto della società;
- g) il compimento di operazioni che determinino una rilevante modificazione dei diritti attribuiti ai soci ai sensi dell'articolo 2468, quarto comma c.c.;
- h) l'aumento del capitale sociale con esclusione totale o parziale del diritto di opzione del socio, con conseguente offerta di quote di nuova emissione a terzi.

Il diritto di recesso spetta in tutti gli altri casi previsti dalla legge.

7.2 Il socio che intende recedere dalla società deve darne comunicazione all'organo amministrativo mediante lettera inviata a mezzo raccomandata con ricevuta di ritorno.

La raccomandata deve essere inviata entro quindici giorni dall'iscrizione nel registro imprese o, se non prevista, dalla trascrizione nel libro delle decisioni dei soci della decisione che lo legittima, con l'indicazione delle generalità del socio recedente, del domicilio per le comunicazioni inerenti al procedimento.

Se il fatto che legittima il recesso è diverso da una decisione, esso può essere esercitato non oltre sessanta giorni dalla sua conoscenza da parte del socio.

In tale ipotesi l'organo amministrativo è tenuto a comunicare ai soci i fatti che possono dare luogo all'esercizio del recesso entro 30 (trenta) giorni dalla data in cui ne è venuto esso stesso a conoscenza.

Il recesso si intende esercitato il giorno in cui la comunicazione è pervenuta all'organo amministrativo.

Dell'avvenuto esercizio del diritto di recesso deve essere fatta annotazione nel libro dei soci.

Il recesso non può essere esercitato e, se già esercitato, è privo di efficacia se, entro novanta giorni dall'esercizio del recesso, la società revoca la delibera che lo legittima ovvero se è deliberato lo scioglimento della società.

Art. 8. Unico socio.

8.1 Quando l'intera partecipazione appartiene ad un solo socio o muta la persona dell'unico socio, gli amministratori devono effettuare gli adempimenti previsti ai sensi dell'articolo 2470 c.c.

Quando si costituisce o ricostituisce la pluralità dei soci, gli amministratori devono depositare la relativa dichiarazione per l'iscrizione nel registro delle imprese.

L'unico socio o colui che cessa di essere tale può provvedere alla pubblicità prevista nei commi precedenti.

Le dichiarazioni degli amministratori devono essere riportate, entro trenta giorni dall'iscrizione, nel libro dei soci e devono indicare la data di tale iscrizione.

Art. 9. Soggezione ad attività di direzione e coordinamento.

9.1 La società deve indicare la società o l'ente alla cui attività di direzione e coordinamento è soggetta negli atti e nella corrispondenza, nonché mediante iscrizione, a cura degli amministratori, presso la sezione del registro delle imprese di cui all'articolo 2497-bis, comma secondo c.c.

Amministrazione e dei controlli

Art. 10. Amministratori: Nomina, Durata, Compensi.

10.1 La società può essere amministrata, alternativamente, su decisione dei soci in sede della nomina:

- a) da un amministratore unico;
- b) da un consiglio di amministrazione composto da due o più membri, secondo il numero determinato dai soci al momento della nomina.

L'amministrazione potrà essere conferita anche a non soci.

10.2 Gli amministratori durano in carica fino a revoca, da deliberarsi con il voto favorevole di tanti soci che rappresentino il 51% del capitale sociale, ovvero sino a dimissioni ovvero sino alla scadenza del termine eventualmente stabilito all'atto della loro nomina.

10.3 Agli amministratori spetterà un equo indennizzo in caso di revoca senza giusta causa.

10.4 Gli amministratori sono rieleggibili.

10.5 La cessazione degli amministratori per scadenza del termine ha effetto dal momento in cui il nuovo organo amministrativo è stato ricostituito.

10.6 Se nel corso dell'esercizio vengono a mancare uno o più amministratori, gli altri provvedono a sostituirli; gli amministratori così nominati restano in carica sino alla successiva assemblea.

Se per qualsiasi causa viene meno la metà dei consiglieri, in caso di numero pari, o la maggioranza degli stessi, in caso di numero dispari, quelli rimasti in carica devono convocare l'assemblea perchè provveda alla sostituzione dei mancanti.

10.7 Si applica agli amministratori il divieto di concorrenza ex art. 2390 c.c., salvo autorizzazione dell'Assemblea.

10.8 Agli amministratori spetta il rimborso delle spese sostenute per ragioni del loro ufficio.

I soci possono inoltre assegnare agli amministratori un'indennità annuale in misura fissa, ovvero un compenso proporzionale agli utili netti di esercizio, nonché determinare un'indennità per la cessazione dalla carica e deliberare l'accantonamento per il relativo fondo di quiescenza con modalità stabilite con decisione dei soci.

La remunerazione dell'amministratore unico viene stabilita dall'assemblea all'atto della sua nomina.

La remunerazione degli amministratori investiti della carica di presidente, consigliere delegato o di membro del comitato esecutivo è stabilita dal consiglio di amministrazione, sentito il parere dell'organo di controllo ovvero del revisore, qualora quest'ultimo svolga anche la funzione di sindaco monocratico, nel rispetto dei limiti massimi eventualmente determinati dall'assemblea.

L'assemblea può determinare un importo complessivo per la remunerazione di tutti gli amministratori, inclusi quelli investiti di particolari cariche.

10.9 Qualora non vi abbiano provveduto i soci al momento della nomina, il consiglio di amministrazione elegge fra i suoi membri un Presidente.

Art. 11. Consiglio di amministrazione: Decisioni degli amministratori.

11.1 Le decisioni del consiglio di amministrazione, salvo quanto previsto al successivo articolo 12°, possono essere adottate mediante consultazione scritta.

11.2 La consultazione scritta avviene su iniziativa di uno o più amministratori e consiste in una proposta di deliberazione che deve essere inviata a tutti i consiglieri e all'organo di controllo ovvero al revisore, qualora quest'ultimo svolga anche

la funzione di sindaco monocratico, se nominati, con qualsiasi mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento, fatto pervenire al domicilio risultante dai libri sociali.

Dalla proposta deve risultare l'esatto testo della delibera da adottare, corredato dalle ragioni e da quanto necessario per assicurare una adeguata informazione sulla decisione da trattare.

I consiglieri hanno otto giorni per trasmettere presso la sede sociale la risposta, che deve essere messa in calce al documento ricevuto, salvo che la proposta indichi un diverso termine purché non inferiore a giorni tre e non superiore a giorni dieci. La risposta deve contenere un'approvazione o un diniego. La mancanza di risposta entro il termine suddetto viene considerata come voto contrario.

Spetta al presidente del consiglio raccogliere le consultazioni ricevute e comunicarne i risultati a tutti gli amministratori, all'organo di controllo ovvero del revisore, qualora quest'ultimo svolga anche la funzione di sindaco monocratico, se nominati, indicando:

- i consiglieri favorevoli, contrari o astenuti;
- la data in cui si è formata la decisione;
- eventuali osservazioni o dichiarazioni relative all'argomento oggetto della consultazione, se richiesto dagli stessi consiglieri.

11.3 Le decisioni del consiglio di amministrazione sono adottate con il voto favorevole della maggioranza degli amministratori in carica: in caso di parità prevale il voto del Presidente, salvo per il caso di Consiglio composto da due membri.

11.4 Le decisioni degli amministratori devono essere trascritte senza indugio nel libro delle decisioni degli amministratori. La relativa documentazione è conservata dalla società.

Art. 12. Consiglio di amministrazione: Adunanze e verbalizzazione.

12.1 In caso di richiesta di almeno un amministratore, il consiglio di amministrazione deve deliberare in adunanza collegiale.

12.2 In questo caso il presidente convoca il consiglio di amministrazione, ne fissa l'ordine del giorno, ne coordina i lavori e provvede affinché tutti gli amministratori siano adeguatamente informati sulle materie da trattare.

12.3 La convocazione avviene mediante avviso spedito a tutti gli amministratori e all'organo di controllo ovvero al revisore, qualora quest'ultimo svolga anche la funzione di sindaco monocratico, se nominati, con qualsiasi mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento, almeno tre giorni prima dell'adunanza e, in caso di urgenza, almeno un giorno prima. Nell'avviso vengono fissati la data, il luogo e l'ora della riunione, nonché l'ordine del giorno.

12.4 In assenza di formale convocazione le adunanze del consiglio e le sue deliberazioni sono valide quando intervengono tutti i consiglieri in carica e l'organo di controllo ovvero il revisore, qualora quest'ultimo svolga anche la funzione di sindaco monocratico, se nominati.

12.5 Il consiglio si raduna presso la sede sociale o anche altrove, purché in Italia.

12.6 Le riunioni del consiglio di amministrazione si possono svolgere anche mediante mezzi di telecomunicazione, alle seguenti condizioni di cui si darà atto nei relativi verbali:

- che siano presenti nello stesso luogo il presidente ed il segretario della riunione, se nominato, che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale, dovendosi ritenere svolta la riunione in detto luogo;
- che sia consentito al presidente della riunione di accertare l'identità degli intervenuti, regolare lo svolgimento della riunione, constatare e proclamare i risultati della votazione;
- che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi della riunione oggetto di verbalizzazione;
- che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti.

12.7 Le deliberazioni del consiglio di amministrazione sono adottate con la presenza ed il voto favorevole della maggioranza dei suoi membri in carica; in caso di parità prevale il voto del Presidente, salvo per il caso di Consiglio composto da due membri.

12.8 Delle deliberazioni della seduta si redigerà un verbale firmato dal presidente e dal segretario se nominato che dovrà essere trascritto nel libro delle decisioni degli amministratori.

Art. 13. Poteri dell'organo amministrativo.

13.1 Al Consiglio di Amministrazione - se istituito - spettano i più ampi poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione senza alcuna limitazione.

All'Amministratore Unico - se istituito - competono i più ampi poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione, ivi compresi in particolare quelli per l'assunzione e l'utilizzo di aperture di credito allo scoperto e di castelletti commerciali, la compravendita - anche con patto di riservato dominio - di macchinari nonché di autoveicoli anche con costituzione di ipoteca, la stipula di contratti di locazione finanziaria, il rilascio girata e protesto di effetti cambiari di ogni genere, l'accettazione di tratte emesse dai fornitori, la nomina di avvocati e procuratori speciali per le operazioni previste nell'ambito di cui sopra, eccezion fatta solo per le seguenti operazioni che saranno di competenza esclusiva dei soci che potranno assumere la decisione anche con consultazione scritta:

- compravendite, permuta e divisioni di immobili;
- fideiussioni e garanzie in genere a favore di terzi, nonché avallo di effetti emessi da terzi;
- concessione ed assunzione di mutui;
- assunzione di finanziamenti a medio o lungo termine;
- costituzione, surroga, riduzione, postergazione e cancellazione di ipoteche su immobili;
- costituzione di Società di qualsiasi natura ed assunzione o cessione di partecipazioni nelle stesse;
- compravendita di azioni e titoli in genere;
- compravendita ed affitto di aziende.

Sono solidalmente responsabili con gli amministratori i soci che hanno intenzionalmente deciso o autorizzato il compimento di atti dannosi per la società.

13.2 Il Consiglio di Amministrazione, se istituito, può nominare eventualmente uno o più Consiglieri Delegati, determinandone i poteri: anche nel caso che tali nomine fossero state effettuate dall'Assemblea, il Consiglio potrà comunque provvedere alla loro eventuale sostituzione, alla modifica delle attribuzioni delegate.

Tali poteri potranno essere attribuiti anche al Presidente del Consiglio di Amministrazione.

In questo caso si applicano le disposizioni dei commi terzo, quinto e sesto dell'articolo 2381 c.c.

Non possono essere delegate le attribuzioni indicate nell'articolo 2475, comma quinto, c.c.

Qualora la società sia amministrata da un Consiglio composto da due membri ed uno od entrambi siano stati nominati Consiglieri Delegati, in caso di disaccordo per la revoca da consigliere delegato si avrà decadenza di entrambi gli amministratori dall'ufficio.

I Consiglieri Delegati - se istituiti - debbono intendersi in rapporto di subordinazione nei confronti del Consiglio di Amministrazione.

Il Consiglio potrà altresì nominare, anche al di fuori dei suoi membri, uno o più Direttori Generali stabilendone i relativi poteri e compensi.

Potranno essere nominati altresì istitori o procuratori per il compimento di determinati atti o categorie di atti, determinandone i poteri.

Art. 14. Rappresentanza della società'.

14.1 L'amministratore unico - ove istituito - ha la rappresentanza della società.

14.2 In caso di nomina del consiglio di amministrazione, la rappresentanza della società spetta al Presidente del Consiglio di Amministrazione ed ai singoli consiglieri delegati, se nominati.

14.3 La rappresentanza della società spetta anche ai direttori, agli istitori e ai procuratori, nei limiti dei poteri loro conferiti nell'atto di nomina.

Art. 15. Controllo dei soci.

15.1 I soci che non partecipano all'amministrazione della società hanno diritto di ottenere semestralmente dagli amministratori notizie sullo svolgimento degli affari sociali.

Essi potranno altresì, una volta ogni semestre, consultare anche tramite professionisti di loro fiducia purché iscritti all'albo degli avvocati o all'ordine dei Dottori Commercialisti ed Esperti Contabili, i libri sociali ed i documenti relativi all'amministrazione.

A tal fine dovranno indirizzare richieste scritte all'organo amministrativo indicando - ove si avvalgano di professionisti - il nominativo dei professionisti per i quali si chiede l'accesso agli uffici della società: data e orario dell'accesso dovranno essere concordati con la società con un preavviso di quindici giorni.

Nell'ipotesi di richiesta di notizie da rendersi per iscritto l'Organo amministrativo è obbligato a formulare la risposta, sempre scritta, entro trenta giorni dal ricevimento della richiesta salvi i casi di forza maggiore.

Non potranno essere oggetto di esame le proposte commerciali (si indicano a pure titolo esemplificativo e non esaustivo offerte, commesse, schede tecniche, nominativi di clienti e fornitori, condizioni commerciali).

La facoltà di ispezione è sospesa durante tutto il periodo in cui l'organo amministrativo deve predisporre il bilancio.

Tanto le richieste che le relative risposte verranno custodite a cura dell'organo amministrativo e verranno trasmesse in copia all'organo di controllo ovvero al revisore, - se nominati.

15.2 I soci non potranno divulgare le notizie e le informazioni ottenute nell'esercizio dei diritti di controllo, se non all'esclusivo fine della tutela dei loro diritti e di quelli della società in sede di ricorso alla magistratura civile e penale od all'arbitro nominato in forza della clausola compromissoria contenuta nel presente statuto.

I soci si assumono la responsabilità anche dell'operato dei professionisti da loro incaricati a norma dell'articolo 15.1 che saranno tenuti all'obbligo di riservatezza.

Sarà facoltà dell'Organo amministrativo far partecipare alle predette ispezioni l'organo di controllo o il revisore, qualora quest'ultimo svolga anche la funzione di sindaco monocratico ovvero un professionista di propria fiducia.

Art. 16. Organo di controllo.

16.1 La società può nominare, determinandone le competenze e poteri, ivi compresa la revisione legale dei conti, un organo di controllo o un revisore il quale potrà anche svolgere la funzione di sindaco monocratico.

L'organo di controllo è costituito da un solo membro effettivo salvo che i soci optino per la nomina di un organo collegiale.

16.2 Nel caso di nomina di un organo di controllo, anche monocratico, si applicano le disposizioni sul collegio sindacale previste per le società per azioni.

L'obbligo di nomina dell'organo di controllo o del revisore, qualora quest'ultimo svolga anche la funzione di sindaco monocratico, di cui alla lettera c) del terzo comma dell'articolo 2477 C.C. cessa se, per due esercizi consecutivi, i limiti di cui al predetto articolo non vengono superati.

L'assemblea che approva il bilancio in cui vengono superati i limiti indicati al secondo e terzo comma del precitato articolo 2477 C.C. deve provvedere, entro trenta giorni, alla nomina dell'organo di controllo o del revisore.

Se l'assemblea non provvede, alla nomina provvede il tribunale su richiesta di qualsiasi soggetto interessato.

L'organo di controllo ovvero il revisore che svolga anche funzioni di sindaco monocratico decade automaticamente, salvo diversa espressa volontà dell'Assemblea, quando il capitale della società è inferiore a quello minimo stabilito per le società per azioni e qualora non ricorrano i presupposti per l'obbligatorietà dello stesso ai sensi dell'articolo 2477 C.C.

Art. 17. Composizione e riunioni dell'organo collegiale.

17.1 L'organo di controllo qualora venga istituito in forma collegiale si compone di tre membri effettivi e di due supplenti.

Il presidente del collegio sindacale è nominato dai soci, in occasione della nomina dello stesso collegio.

17.2 Tanto il collegio dei sindaci che il sindaco monocratico deve esercitare il controllo nei termini stabiliti dalla normativa vigente. La riunione del collegio sindacale - ove istituito - potrà tenersi anche mediante mezzi di telecomunicazione; in tal caso si applicano le disposizioni sopra previste al precedente articolo 12.6 per le adunanze del consiglio di amministrazione.

Art. 18. Revisore.

18.1 Qualora, in alternativa al collegio sindacale ovvero al sindaco monocratico, la società nomini per la revisione legale dei conti un revisore, questi deve essere iscritto nell'apposito registro.

Salvo il caso di nomina effettuata dai soci all'atto costitutivo, l'incarico di revisore legale dei conti deve essere conferito dall'assemblea su proposta motivata dell'organo di controllo.

Il revisore svolge la revisione legale dei conti della società a norma dell'articolo 2409 bis primo comma del Codice Civile.

Decisioni dei soci**Art. 19. Decisioni dei soci.**

19.1 I soci decidono sulle materie riservate alla loro competenza dalla legge, dal presente statuto, nonché sugli argomenti che uno o più amministratori o tanti soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale sottopongono alla loro approvazione.

19.2 In ogni caso sono riservate alla competenza dei soci:

- a) l'approvazione del bilancio e la distribuzione degli utili;
- b) la nomina degli amministratori e la struttura dell'organo amministrativo;
- c) la nomina dell'organo di controllo o del soggetto incaricato di effettuare la revisione legale dei conti;
- d) le modificazioni dello statuto;
- e) la decisione di compiere operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto sociale o una rilevante modificazione dei diritti dei soci;
- f) la nomina dei liquidatori e i criteri di svolgimento della liquidazione.

Art. 20. Diritto di voto.

20.1 Hanno diritto di voto i soci iscritti nel libro dei soci.

20.2 Il voto del socio vale in misura proporzionale alla sua partecipazione.

20.3 Il socio moroso (o il socio la cui polizza assicurativa o la cui garanzia bancaria siano scadute o divenute inefficaci, ove prestate ai sensi dell'articolo 2466, comma quinto c.c.) non può partecipare alle decisioni dei soci.

Art. 21. Consultazione scritta.

21.1 Salvo quanto previsto al primo comma del successivo articolo 22°, le decisioni dei soci possono essere adottate mediante consultazione scritta presa con il voto favorevole dei soci che rappresentino la maggioranza del capitale sociale.

21.2 La consultazione scritta avviene su iniziativa di uno o più amministratori o di tanti soci che rappresentino almeno il 51% del capitale sociale e consiste in una proposta di deliberazione che dovrà essere inviata a tutti gli aventi diritto, con

qualsiasi mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento, fatto pervenire al domicilio risultante dai libri sociali. Dalla proposta deve risultare con chiarezza l'esatto testo della decisione da adottare corredato dalle ragioni e da quanto necessario per assicurare una adeguata informazione sugli argomenti da trattare.

I soci hanno otto giorni per trasmettere presso la sede sociale la risposta, che deve essere messa in calce al documento ricevuto, salvo che la proposta indichi un diverso termine purché non inferiore a giorni tre e non superiore a giorni dieci.

La risposta deve contenere un'approvazione o un diniego.

La mancanza di risposta o la dichiarazione di astensione dei soci entro il termine suddetto viene considerata come voto contrario.

Spetta all'organo amministrativo raccogliere le consultazioni ricevute e comunicarne i risultati a tutti i soci, amministratori e all'organo di controllo ovvero al revisore, qualora quest'ultimo svolga anche la funzione di sindaco monocratico, se nominati, indicando:

- i soci favorevoli, contrari o astenuti con il capitale da ciascuno rappresentato;
- la data in cui si è formata la decisione;
- eventuali osservazioni o dichiarazioni relative all'argomento oggetto della consultazione, se richiesto dagli stessi soci.

Tutti i documenti trasmessi alla sede della società relativi alla formazione della volontà dei soci devono essere conservati dalla società, unitamente al libro delle decisioni dei soci.

21.3 Le decisioni dei soci adottate ai sensi del presente articolo devono essere trascritte senza indugio nel libro delle decisioni dei soci.

Art. 22. Assemblea dei soci.

22.1 Nel caso le decisioni abbiano ad oggetto le materie indicate nel precedente articolo 19.2 lettere d), e) ed f), nonché in tutti gli altri casi espressamente previsti dalla legge o dal presente statuto, oppure quando lo richiedono uno o più amministratori o un numero di soci che rappresentano almeno un terzo capitale sociale, le decisioni dei soci devono essere adottate mediante deliberazione assembleare.

22.2 L'assemblea deve essere convocata dall'organo amministrativo anche fuori dalla sede sociale, purché in Italia.

In caso di impossibilità di tutti gli amministratori o di loro inattività, l'assemblea può essere convocata dall'organo di controllo ovvero dal revisore, qualora quest'ultimo svolga anche la funzione di sindaco monocratico, se nominato, oppure mediante provvedimento del tribunale su richiesta di tanti soci che rappresentino almeno un decimo del capitale sociale.

22.3 L'assemblea viene convocata con avviso spedito otto giorni o, se spedito successivamente, ricevuto almeno cinque giorni prima di quello fissato per l'adunanza, con lettera raccomandata, ovvero con qualsiasi altro mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento, fatto pervenire agli aventi diritto al domicilio risultante dai libri sociali.

Nell'avviso di convocazione devono essere indicati il giorno, il luogo, l'ora dell'adunanza e l'elenco delle materie da trattare.

Nell'avviso di convocazione può essere prevista una data ulteriore di seconda convocazione, per il caso in cui nell'adunanza prevista in prima convocazione l'assemblea non risulti legalmente costituita; comunque anche in seconda convocazione valgono le medesime maggioranze previste per la prima convocazione.

L'assemblea di seconda convocazione non può tenersi il medesimo giorno dell'assemblea di prima convocazione.

22.4 Anche in mancanza di formale convocazione l'assemblea si reputa regolarmente costituita quando ad essa partecipa l'intero capitale sociale e tutti gli amministratori e l'organo di controllo ovvero il revisore, qualora quest'ultimo svolga anche la funzione di sindaco monocratico, se nominati, sono presenti o informati e nessuno si oppone alla trattazione dell'argomento.

Se gli amministratori o l'organo di controllo ovvero il revisore, qualora quest'ultimo svolga anche la funzione di sindaco monocratico, se nominati, non partecipano personalmente all'assemblea, dovranno rilasciare apposita dichiarazione scritta, da conservarsi agli atti della società, nella quale dichiarano di essere informati della riunione, su tutti gli argomenti posti all'ordine del giorno e di non opporsi alla trattazione degli stessi.

Art. 23. Svolgimento dell'assemblea.

23.1 L'Assemblea è presieduta dall'Amministratore Unico o dal Presidente del Consiglio di Amministrazione o, in caso di assenza o rinuncia di questi, da altro socio, nel primo caso, o da altro Consigliere, nel secondo caso, designato dall'Assemblea, la quale nominerà pure il Segretario, che potrà anche non essere socio.

23.2 Spetta al Presidente dell'assemblea constatare la regolare costituzione della stessa, accertare l'identità e la legittimazione dei presenti, dirigere e regolare lo svolgimento dell'assemblea ed accertare e proclamare i risultati delle votazioni.

23.3 L'assemblea dei soci può svolgersi anche in più luoghi, audio e/o video collegati, e ciò alle seguenti condizioni, delle quali deve essere dato atto nei relativi verbali:

- che siano presenti nello stesso luogo il Presidente ed il segretario della riunione se nominato che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale;
- che sia consentito al Presidente dell'assemblea di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;

- che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;

- che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti;

- che siano indicati nell'avviso di convocazione, per il caso di assemblea convocata, i luoghi audio e/o video collegati a cura della società, nei quali gli intervenuti potranno affluire, dovendosi ritenere svolta la riunione nel luogo ove saranno presenti il presidente ed il segretario.

In tutti i luoghi audio e/o video collegati in cui si tiene la riunione dovrà essere predisposto il foglio delle presenze.

Art. 24. Deleghe.

24.1 Ogni socio che abbia diritto di intervenire all'assemblea può farsi rappresentare anche da soggetto non socio per delega scritta, che deve essere conservata dalla società. Nella delega deve essere specificato il nome del rappresentante con l'indicazione di eventuali facoltà e limiti di sub-delega.

24.2 Se la delega viene conferita per la singola assemblea ha effetto anche per la seconda convocazione.

24.3 La rappresentanza non può essere conferita ad amministratori, all'organo di controllo o al revisore, se nominati.

Art. 25. Verbale dell'assemblea.

25.1 Le deliberazioni dell'assemblea devono constare da verbale sottoscritto dal presidente e dal segretario se nominato o dal notaio, se richiesto dalla legge.

25.2 Il verbale deve indicare la data dell'assemblea e, anche in allegato, l'identità dei partecipanti e il capitale rappresentato da ciascuno; deve altresì indicare le modalità e il risultato delle votazioni e deve consentire, anche per allegato, l'identificazione dei soci favorevoli, astenuti o dissenzienti.

Il verbale deve riportare gli esiti degli accertamenti fatti dal presidente a norma del precedente articolo 23.2. Nel verbale devono essere riassunte, su richiesta dei soci, le loro dichiarazioni pertinenti all'ordine del giorno.

25.3 Il verbale dell'assemblea, anche se redatto per atto pubblico, deve essere trascritto, senza indugio, nel libro delle decisioni dei soci.

Art. 26. Quorum costitutivi e deliberativi.

26.1 L'assemblea è regolarmente costituita e delibera con la presenza e la maggioranza di tanti soci che rappresentino almeno il 51% del capitale sociale.

26.2 Per introdurre, modificare o sopprimere i diritti eventualmente attribuiti ai singoli soci ai sensi del terzo comma dell'articolo 2468 c.c., è necessario il consenso di tutti i soci.

26.3 Restano comunque salve le altre disposizioni di legge o del presente statuto che, per particolari decisioni, richiedono diverse specifiche maggioranze.

Bilancio

Art. 27. Bilancio e utili.

27.1 Gli esercizi sociali si chiudono il 31 dicembre di ogni anno.

Il bilancio è presentato ai soci entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale oppure entro centottanta giorni, qualora la società sia tenuta alla redazione del bilancio consolidato e qualora lo richiedano particolari esigenze relative alla struttura ed all'oggetto della società.

27.2 Gli utili netti risultanti dal bilancio, dedotto almeno il 5% (cinque per cento) da destinare a riserva legale fino a che questa non abbia raggiunto il quinto del capitale, verranno ripartiti tra i soci in misura proporzionale alla partecipazione da ciascuno posseduta, salvo diversa decisione dei soci

Scioglimento e liquidazione della società'

Art. 28. Scioglimento e liquidazione.

28.1 La società si scioglie per le cause previste dalla legge e pertanto:

- a) per il decorso del termine;
- b) per il conseguimento dell'oggetto sociale o per la sopravvenuta impossibilità a conseguirlo, salvo che l'assemblea, all'uopo convocata entro trenta giorni, non deliberi le opportune modifiche statutarie;
- c) per l'impossibilità di funzionamento o per la continuata inattività dell'assemblea;
- d) per la riduzione del capitale al di sotto del minimo legale, salvo quanto è disposto dall'articolo 2482-ter c.c.;
- e) nell'ipotesi prevista dall'articolo 2473 c.c.;
- f) per deliberazione dell'assemblea;
- g) per le altre cause previste dalla legge.

28.2 In tutte le ipotesi di scioglimento, l'organo amministrativo deve effettuare gli adempimenti pubblicitari previsti dalla legge nel termine di trenta giorni dal loro verificarsi.

28.3 L'assemblea, se del caso convocata dall'organo amministrativo, nominerà uno o più liquidatori determinando:

- il numero dei liquidatori;
- in caso di pluralità di liquidatori, le regole di funzionamento del collegio, anche mediante rinvio al funzionamento del consiglio di amministrazione, in quanto compatibile;
- a chi spetta la rappresentanza della società;
- i criteri in base ai quali deve svolgersi la liquidazione;
- gli eventuali limiti ai poteri dell'organo liquidativo.

Art. 29. Clausola compromissoria.

29.1 Qualsiasi controversia dovesse insorgere tra i soci ovvero tra i soci e la società che abbia ad oggetto diritti disponibili relativi al rapporto sociale, ad eccezione di quelle nelle quali la legge prevede l'intervento obbligatorio del pubblico ministero, dovrà essere risolta da un arbitro nominato dal Presidente dell'Ordine dei Dottori Commercialisti ed Esperti Contabili di Novara, il quale dovrà provvedere alla nomina entro trenta giorni dalla richiesta fatta anche da una sola delle parti.

Nel caso in cui il soggetto designato non vi provveda nel termine previsto, la nomina sarà richiesta, dalla parte più diligente, al Presidente del Tribunale del luogo in cui ha sede la società.

29.2 L'arbitro dovrà decidere entro novanta giorni dalla nomina. L'arbitro deciderà in via irrituale secondo diritto.

29.3 Resta fin d'ora stabilito irrevocabilmente che le risoluzioni e determinazioni dell'arbitro vincoleranno le parti.

29.4 L'arbitro determinerà come ripartire le spese dell'arbitrato tra le parti.

29.5 Sono soggette alla disciplina sopra prevista anche le controversie promosse da amministratori, liquidatori e sindaci ovvero quelle promosse nei loro confronti, che abbiano ad oggetto diritti disponibili relativi al rapporto sociale.

29.6 Per quanto non previsto, si applicano le disposizioni del decreto legislativo 17 gennaio 2003, n.5.

29.7 La soppressione della presente clausola compromissoria deve essere approvata con delibera dei soci con la maggioranza di almeno i due terzi del capitale sociale. I soci assenti o dissenzienti possono, entro i successivi novanta giorni, esercitare il diritto di recesso.

Le modifiche del contenuto della presente clausola compromissoria devono essere approvate con delibera dei soci con la maggioranza prevista per l'assemblea straordinaria.

Art. 30. Rinvio alla legge.

30.1 Per tutto quanto non previsto dal presente statuto si fa riferimento alle norme del codice civile.

30.2 Ogni riferimento contenuto nel presente statuto al libro soci deve intendersi fatto alle attuali forme di pubblicità legale.

Art. 31. Sito internet della società'. In considerazione dell'introduzione nel codice civile, in forza del D.Lgs. 123/2012, della facoltà di utilizzare il sito internet della società per offrire pubblicità, in alternativa al registro imprese, al progetto di fusione e scissione, gli amministratori potranno altresì rilasciare ai soci che ne facciano richiesta una password che renda possibile agli stessi la visione sul sito internet della società di tutti i documenti che per legge dovrebbero essere depositati presso la sede sociale, quali il bilancio di esercizio ovvero la situazione patrimoniale richiesta dagli articoli 2446 e 2482 bis del codice civile.

Il tutto con modalità atte a garantire la sicurezza del sito medesimo, l'autenticità dei documenti e la certezza della data di pubblicazione."

Huitième résolution

L'assemblée décide de nommer Administrateur unique de la société:

Madame Laura FORTIS, née le 9 août 1930 à Castelli Cusani (Italie), résidant à I-28017 San Maurizio D'Opaglio (NO), Via Pianelli n. 38, code fiscal FRT LRA 30M49 C171S, qui restera en fonction jusqu'à la révocation et/ou démission, avec les pouvoirs fixés par les statuts.

L'assemblée décide également de nommer un Commissaire aux Comptes pour la société en la personne de:

Madame Sara PREGNOLATO, née le 19 juillet 1973 à Novara (Italie), domiciliée à I-28100 Novara, Via Bellandi n. 17, code fiscal PRG SRA 73L59 F952R, qui restera en fonction jusqu'à l'approbation des états financiers au 31 décembre 2014.

Neuvième résolution

L'assemblée décide de conférer à Madame Laura FORTIS, prénommée, tous pouvoirs en vue de l'exécution matérielle de ce qui a été délibéré supra. En particulier elle lui donne mandat de procéder au dépôt auprès d'un notaire italien, de l'ensemble des documents requis à cet effet, dûment légalisés et munis de l'apostille de La Haye le cas échéant, ainsi que la faculté d'y apporter toute modification requise par les autorités compétentes en vue de l'inscription de la présente au registre des firmes italien, avec consentement exprès à ce que ladite inscription se fasse également en plusieurs actes.

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à deux mille six cents euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: Sophie ERK, Antonio FERNANDES, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 23 novembre 2012. Relation GRE/2012/4381. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la société.

Junglinster, le 7 février 2013.

Référence de publication: 2013021382/649.

(130025159) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2013.

Triton Masterluxco 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 135.066.

In the year two thousand and twelve, on the twenty-first day of December,

before us Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting of the shareholders of TRITON MASTERLUXCO 1 S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having a share capital of thirty thousand euro (EUR 30,000.-), with registered office at 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a notarial deed dated 27 December 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 291 of 5 February 2008 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 135066 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company have last been amended following a notarial deed dated 10 July 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1589 of 18 August 2009.

The extraordinary general meeting was declared open at 7.00 p.m. with Me Manfred Müller, lawyer, residing in Luxembourg, in the chair,

who appointed as secretary Me Alessandro Sorcinelli, lawyer, residing in Luxembourg.

The extraordinary general meeting elected as scrutineer Me Marc Frantz, lawyer, residing in Luxembourg.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to record the following:

(i) That the agenda of the meeting was the following:

Agenda

1 To increase the corporate capital of the Company by an amount of one euro cent (EUR 0.01) so as to raise it from its present amount of thirty thousand euro (EUR 30,000.-), to thirty thousand euro and one cent (EUR 30,000.01).

2 To issue one (1) new class 2 share with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01), having the same rights and privileges as the existing shares.

3 To accept subscription for this new class 2 share, with payment of share premium in an amount of one hundred ninety-nine thousand nine hundred ninety-nine euro and ninety-nine cents (EUR 199,999.99) by Valve HoldCo S.à r.l. and to accept payment in full for this new share by a contribution in kind.

4 To amend the paragraph 1 of article 5 of the articles of incorporation of the Company, in order to reflect the foregoing items of the agenda.

5 Miscellaneous.

(ii) That the shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of the shares held by the shareholders are shown on an attendance-list; this attendance-list, signed by the shareholders, the proxyholders of the represented shareholders, the bureau of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

(iii) That the proxies of the represented shareholders, signed by the proxyholders, the bureau of the meeting and the undersigned notary will also remain annexed to the present deed.

(iv) That the whole corporate capital was represented at the meeting and all the shareholders present or represented declared that they had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, and waived their right to be formally convened.

(v) That the meeting was consequently regularly constituted and could validly deliberate on all the items of the agenda.

(vi) That the general meeting of shareholders, each time unanimously, took the following resolutions:

36041

First resolution

The general meeting of shareholders resolved to increase the corporate capital of the Company by an amount of one euro cent (EUR 0.01) so as to raise it from its present amount of thirty thousand euro (EUR 30,000.-), to thirty thousand euro and one cent (EUR 30,000.01)

Third resolution

The general meeting of shareholders resolved to issue one (1) new class 2 share with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) having the same rights and privileges as the existing shares.

Subscription - Payment

Thereupon appeared:

Valve HoldCo S.à r.l., having its registered office at 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under B 105334 (hereafter referred to as the "Subscriber"),

hereby represented by Me Manfred Müller, prenamed,

by virtue of a proxy under private seal given on 20 December 2012;

The Subscriber declared to subscribe for one (1) new class 2 share with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01.-) and to make payment in full for such new share together with the payment of a share premium in an amount of one hundred ninety-nine thousand nine hundred ninety-nine euro and ninety-nine cents (EUR 199,999.99) by a contribution in kind consisting of a claim in the total amount of two hundred thousand euro (EUR 200,000.-) (the "Contribution").

Proof of the ownership by the Subscriber of the Contribution has been given to the undersigned notary.

The Subscriber declared that the Contribution is free of any pledge or lien or charge, as applicable, and that there subsist no impediments to the free transferability of the Contribution to the Company without restriction or limitation and that valid instructions have been given to undertake all notifications, registrations or other formalities necessary to perform a valid transfer of the Contribution to the Company.

The Subscriber further stated that a report has been drawn up by the managers of the Company wherein the Contribution is described and valued (the "Report"), which Report after having been signed "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary, will remain attached to the present deed for the purpose of registration.

The conclusions of that Report read as follows:

"Based on the valuation methodology, we have no observation to mention on the value of the contribution in kind which corresponds at least in number and nominal value to one (1) class 2 share with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01), to be issued with a share premium of one hundred ninety-nine thousand nine hundred ninety-nine euro and ninety-nine cents (EUR 199,999.99)".

Third resolution

The general meeting of shareholders resolved to accept the above subscription and payment and further resolved to allot the new class 2 share to the Subscriber.

Fourth resolution

The general meeting of shareholders resolved to amend the 1st paragraph of article 5 of the articles of incorporation of the Company in order to reflect the above resolutions. Said paragraph will from now on read as follows:

"The issued capital of the Company is set at thirty thousand euro and one cent (EUR 30,000.01) represented by five hundred thousand (500,000) class 1 shares (the "Class 1 Shares"), five hundred thousand one (500,001) class 2 shares (the "Class 2 Shares"), five hundred thousand (500,000) class 3 shares (the "Class 3 Shares"), and one million five hundred thousand (1,500,000) class 4 shares (the "Class 4 Shares"), with a nominal value of one cent (EUR 0.01) each, all of which are fully paid up"

Expenses

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Company as a result of the aforesaid capital increase are estimated at one thousand eight hundred euro (EUR 1,800.-).

The undersigned notary who knows and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English text will prevail.

There being no other business, the extraordinary general meeting was adjourned at 7.15 p.m..

Whereupon, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, who are known to the undersigned notary by their surname, first name, civil status and residence, such persons signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le vingt-et-un décembre,

par-devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est réunie une assemblée générale extraordinaire des associés de TRITON MASTERLUXCO 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, avec un capital social de treize mille euros (EUR 30.000,-), ayant son siège social au 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée par acte du 27 Décembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 291, du 5 février 2008 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 135066 (la «Société»). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par un acte du notaire, du 10 juillet 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1589, du 18 août 2009.

L'assemblée a été déclarée ouverte à 19.00 heures sous la présidence de Maître Manfred Müller, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui a désigné comme secrétaire Maître Alessandro Sorcinelli, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée a choisi comme scrutateur Maître Marc Frantz, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le président a exposé et prié le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

(i) Que l'ordre du jour de l'assemblée était le suivant:

Ordre du jour

1 Augmentation du capital social de la Société à concurrence d'un centime d'euro (EUR 0,01) pour le porter de son montant actuel de trente mille euros (EUR 30.000,-), trente mille euros et un centime (EUR 30.000,01).

2 Émission d'une (1) part sociale nouvelle de catégorie 2, d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01), ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes.

3 Acceptation de la souscription de cette nouvelle part sociale de catégorie 2, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-neuf euros et quatre-vingt-neuf centimes d'euro (EUR 199,999.99) par Valve HoldCo S.à r.l., et acceptation de la libération intégrale de cette nouvelle part sociale par un apport en nature.

4 Modification du premier alinéa de l'article 5 des statuts de la Société afin de refléter les points précédents de l'ordre du jour.

5 Divers.

(ii) Que les associés présents ou représentés, les mandataires des associés représentés, ainsi que le nombre de parts sociales détenues par les associés, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les associés présents, les mandataires des associés représentés, les membres du bureau et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

(iii) Que les procurations des associés représentés, après avoir été signées par les membres du bureau et le notaire soussigné resteront pareillement annexées au présent acte.

(iv) Que l'intégralité du capital social était représentée à l'assemblée et tous les associés présents ou représentés ont déclaré avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable et ont renoncé à leur droit d'être formellement convoqués.

(v) Que l'assemblée était par conséquent régulièrement constituée et a pu délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

(vi) Que l'assemblée a pris, chaque fois à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale des associés a décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un centime d'euro (EUR 0,01) pour le porter de son montant actuel de trente mille euros (EUR 30.000,-), trente mille euros et un centime (EUR 30.000,01).

Deuxième résolution

L'assemblée générale des associés a décidé d'émettre une (1) part sociale nouvelle de catégorie 2, d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01,-), ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes.

Souscription - Paiement

A ensuite comparu:

Valve HoldCo S.à r.l., ayant son siège social au 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 105334 (ci-après défini comme étant le «Souscripteur»),

représentée aux fins des présentes par Maître Manfred Müller, prénommé,

aux termes d'une procuration sous seing privé donnée le 20 décembre 2012.

Le Souscripteur a déclaré souscrire une (1) nouvelle part sociale de catégorie 2 d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01,-) et libérer intégralement cette part sociale ensemble avec le paiement d'une prime d'émission d'un montant total de cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-neuf euros et quatre-vingt-neuf centimes d'euro (EUR 199,999.99) par un apport en nature consistant en une créance d'un montant total de deux cent mille euros (EUR 200.000,-) ("l'Apport").

La preuve par le Souscripteur de la propriété de l'Apport a été rapportée au notaire soussigné.

Le Souscripteur a déclaré encore que l'Apport est libre de tout privilège ou gage et qu'il ne subsiste aucune restriction au libre transfert de l'Apport à la Société et que des instructions valables ont été données en vue d'effectuer toutes notifications, inscriptions ou autres formalités nécessaires pour effectuer un transfert valable de l'Apport à la Société.

Le Souscripteur a déclaré qu'un rapport a été établi par les gérants de la Société dans lequel l'Apport est décrit et évalué (le «Rapport»), ce Rapport qui après avoir été signé «ne varietur» par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexé aux présentes pour être enregistré avec elles.

Les conclusions dudit Rapport sont les suivantes:

«Sur base de la méthode d'évaluation, nous n'avons pas d'observations quant à la valeur totale de l'apport en nature qui correspond au moins au nombre et à la valeur nominale d'une (1) part sociale de catégorie 2 d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) à émettre avec une prime d'émission totale de cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-neuf euros et quatre-vingt-neuf centimes d'euro (EUR 199,999.99)».

Troisième résolution

L'assemblée générale des associés a décidé d'accepter ladite souscription et ledit paiement et a décidé d'attribuer la nouvelle part sociale de catégorie 2 au Souscripteur.

Quatrième résolution

L'assemblée générale des associés a décidé de modifier le 1^{er} alinéa de l'article 5 des statuts de la Société pour refléter les résolutions ci-dessus. Ledit alinéa sera dorénavant rédigé comme suit:

"Le capital social souscrit de la Société est fixé à trente mille euros et un centime d'euro (EUR 30.000,01) divisé en cinq cent mille (500.000) parts sociales de catégorie 1 (les «Parts Sociales de Catégorie 1»), cinq cent mille et une (500.001) parts sociales de catégorie 2 (les «Parts Sociales de Catégorie 2»), cinq cent mille (500.000) parts sociales de catégorie 3 (les «Parts Sociales de Catégorie 3»), et un million cinq cent mille (1.500.000) parts sociales de catégorie 4 (les «Parts Sociales de Catégorie 4»), ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, chaque part sociale étant entièrement libérée».

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à mille huit cents euros (EUR 1.800,-).

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée à heures.

Le notaire soussigné qui connaît et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire soussigné par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé, avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: M. Müller, A. Sorcinelli, M. Frantz, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 31 décembre 2012, REM/2012/1758. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 5 février 2013.

Référence de publication: 2013020948/196.

(130024783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

Siavpar, Société Anonyme.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.

R.C.S. Luxembourg B 144.997.

L'AN DEUX MILLE TREIZE, LE QUATRE FEVRIER.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme luxembourgeoise dénommée "SIAPAR", ayant son siège social à L-1836 Luxembourg, 23 rue Jean Jaurès, constituée suivant acte reçu par le notaire Jacques Delvaux,

alors de résidence à Luxembourg, en date du 26 janvier 2009, acte publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 631 du 24 mars 2009, et immatriculée au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 144.997.

Les statuts n'ont pas été modifiés jusqu'à ce jour.

Ladite société a un capital social actuel de EUR 80.000,- (quatre-vingt mille euros), représenté par 100 (cent) actions d'une valeur nominale de EUR 800,- (huit cents euro) chacune, toutes entièrement libérées.

L'assemblée est présidée par Madame Jessy Bouché, employée privée, élisant domicile au 23, rue Jean Jaurès, L-1836 Luxembourg.

La Présidente désigne comme secrétaire Monsieur Luc Wittner, employé privé, élisant domicile au 23, rue Jean Jaurès, L-1836 Luxembourg.

L'assemblée appelle aux fonctions de scrutateur Monsieur Luc Wittner, employé privé, élisant domicile au 23, rue Jean Jaurès, L-1836 Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, dresse la liste de présence laquelle, après avoir été signée «ne varietur» par les actionnaires présents ou représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal ensemble pour être soumis à la formalité du timbre et de l'enregistrement.

Ensuite, la présidente déclare et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I.- Que les 100 (cent) actions ayant chacune une valeur nominale EUR 800,- (huit cents euro) représentatives de l'intégralité du capital social de EUR 80.000,- (quatre-vingt mille euros) sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer et décider valablement sur les différents points portés à l'ordre du jour, sans convocation préalable.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1. Modification de l'année sociale de la société

2. Modification du premier alinéa de l'article 18 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

«L'année sociale commence le 1^{er} mars et finit le 28 février de chaque année.»

3. Divers

L'assemblée, après s'être reconnue régulièrement constituée, a approuvé l'exposé de Madame la Présidente et a abordé l'ordre du jour.

Après délibération, l'assemblée a pris à l'unanimité des voix et séparément les résolutions suivantes.

Première résolution

L'assemblée des actionnaires décide de modifier l'année sociale. Cette dernière commencera au 1^{er} mars et se finira le 28 février de chaque année. La présente année sociale ayant débutée le 1^{er} janvier 2013, se clôturera le 28 février 2013.

Deuxième résolution

L'assemblée des actionnaires, suite à la résolution qui précède, décide de modifier le premier alinéa de l'article 18 des statuts pour lui donner la teneur nouvelle suivante:

«L'année sociale commence le 1^{er} mars et finit le 28 février de chaque année.»

Déclaration - Evaluation des frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges qui pourraient incomber à la société ou être mis à sa charge, suite à l'augmentation de capital qui précède, est estimé approximativement à EUR 1.100,-.

Clôture

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, et plus personne ne demandant la parole, le président lève la séance.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en têtes des présentes

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus de la notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, les comparants ont signé avec Nous, Notaire, le présent acte.

Signé: J. BOUCHE, L. WITTNER, C. DELVAUX

Enregistré à Redange/Attert, le 6 février 2013. Relation: RED/2013/198. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 8 février 2013.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2013021447/59.

(130025161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2013.

Zephyrus Fund S.C.A. SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 156.536.

In the year two thousand thirteen, on the thirty-first day of January.

Before Maître Cosita Delvaux, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1) Sestante Capital Partners S.A., a public limited company incorporated under the laws of Switzerland, established and having its registered office in CH-1207 Geneva, 8, rue du Nant (Switzerland), registered with the Commercial Register of canton Geneva under the number CH-660-1400010-3;

2) Zephyrus, a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg with the Luxembourg Trade and Companies Register number B 156524,

hereinafter called "the appearers",

duly represented by Société Européenne de Banque, itself represented by Francesco MOLARO and Armand DEBIASE, by virtue of two proxies given on 31 January 2013,

which proxies, signed "ne varietur" by the person appearing and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities;

Such appearers, represented as indicated, have requested the undersigned notary to state:

That the company "Zephyrus Fund S.C.A. SICAV-SIF", with registered office at L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri, R.C.S. Luxembourg B 156536, was incorporated pursuant to a deed of Maître Carlo Wersandt, then notary residing in Luxembourg, on November 4, 2010, published in the published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, no 2636 of December 2, 2010.

That the Articles have not been amended since.

After these statements, the appearers acting as sole as shareholders of said company; acting instead of a general meeting, adopts the following resolutions:

First resolution

In compliance with the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, the appearers decide to dissolve the Company and to put it into liquidation as from today.

Second resolution

As a consequence of the above taken resolution, the appearers decide to appoint as liquidator: Mr Lorenzo BOLDI, private employee, residing in 21, Elvaston Place, Flat 6, SW 75QE, London (UK).

The liquidator has the broadest powers as provided for by Articles 144 to 148 bis of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended.

He may accomplish all the acts provided for by Article 145 without requesting the authorization of the shareholders in the cases in which it is requested.

He may exempt the registrar of mortgages to take registration automatically; renounce all the real rights, preferential rights, mortgages, actions for rescission; remove the attachment, with or without payment of all the preferential or mortgaged registrations, transcriptions, attachments, oppositions or other impediments.

The liquidator is relieved from inventory and may refer to the accounts of the Company.

He may, under his responsibility, for special or specific operations, delegate to one or more proxies such part of his powers he determines and for the period he will fix.

Nothing else being on the agenda, the meeting was closed.

Costs

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at EUR 1.200.-.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by her surname, first name, civil status and residence, said person signed together with Us, the notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le trente et un janvier.

Par devant Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1) Sestante Capital Partners S.A., une société de droit Suisse, établie et ayant son siège social à CH-1207 Genève, 8, rue du Nant (Suisse), inscrite au Registre de Commerce du Canton Genève sous le numéro CH-660-1400010-3;

2) Zephyrus, une société de droit luxembourgeois sous forme de société à responsabilité limitée, ayant son siège social à 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 156524,

ci-après appelées "les comparants",

représentées par Société Européenne de Banque, elle-même représentée par Francesco MOLARO et Armand DE-BIASE,

en vertu de deux procurations sous seing privée, données le 31 janvier 2013,

lesquelles procurations resteront, après avoir été signées «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, annexées aux présentes avec lesquelles elles seront soumises aux formalités de l'enregistrement.

Lesquelles comparantes, représentées comme il est dit, ont requis le notaire instrumentant d'acter:

Que la société d'investissement à capital variable "Zephyrus Fund S.C.A. SICAV-SIF", R.C.S. Luxembourg B156536, ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri, été constituée suivant acte reçu par Maître Carlo Wersandt, alors notaire de résidence à Luxembourg le 4 novembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, no 2636 du 2 décembre 2010.

Que les statuts n'ont pas été modifiés depuis cette date.

A la suite de ces constatations, les comparants, représentés comme indiqué ci-avant, agissant en leur qualité d'actionnaires de la société, déclarent prendre les résolutions suivantes:

Première résolution

Conformément à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, l'Assemblée décide de dissoudre la Société et de la mettre en liquidation à compter de ce jour.

Deuxième résolution

Suite à la résolution qui précède, l'Assemblée décide de nommer en qualité de liquidateur: Monsieur Lorenzo BOLDI, employé privé, demeurant à 21, Elvaston Place, Flat 6, SW 75QE, Londres (UK).

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148 bis de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée.

Il peut accomplir tous les actes prévus à l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation des actionnaires dans les cas où elle est requise.

Il peut dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office; renoncer à tous droits réels, privilèges, hypothèques, actions résolutoires; donner mainlevée, avec ou sans paiement de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions ou autres empêchements.

Le liquidateur est dispensé de l'inventaire et peut se référer aux comptes de la Société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales ou déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société en raison du présent acte sont évalués à environ EUR 1.200,-.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la partie comparante ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande de la mêmes partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite à la partie comparante, connue du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: F. MOLARO, A. DEBIASE, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 6 février 2013. Relation: RED/2013/196. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 8 février 2013.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2013020981/114.

(130024671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2013.

Locafroid Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8372 Hobscheid, 16, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 118.777.

L'an deux mille treize, le six février.

Par-devant Maître Marc LECUIT, notaire de résidence à Mersch.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «LOCAFROID EUROPE SA», avec siège social à L-8372 Hobscheid, 16, Grand-Rue, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 118.777, constituée suivant acte de Maître Martine DECKER, notaire alors de résidence à Hesperange, en date du 23 août 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1997 du 25 octobre 2006 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte du notaire instrumentaire, en date du 14 février 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 815 du 28 mars 2012.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Christoph Felix SCHERHAG, demeurant professionnellement à L-8372 Hobscheid, 16, Grand-Rue.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Marie-Claude LA DELFA épouse SCHERHAG, demeurant professionnellement à L-8372 Hobscheid, 16, Grand-Rue.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Modification de l'objet social et par conséquent de l'article 4 des statuts comme suit:

«La société a pour objets:

- l'hébergement de sites internet, la revente de services téléphoniques, la revente d'accès aux réseaux d'accès téléphoniques publics, les services d'accès internet par ligne permanente, les services d'interconnexion et ou de passerelles, les services vocaux offerts à des groupes fermés d'utilisateurs, les services de renseignements téléphoniques et annuaires, les services de voix sur internet.

- la vente de matériel Horeca (hôtelier et restauration) par voie électronique (internet).

- la prise de participation sous quelque forme que ce soit dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation de vente, échange ou de toute autre manière, de valeur mobilières de toutes espèces, la gestion ou la mise en valeur du portefeuille qu'elle possédera, l'acquisition, la cession et la mise en valeur de brevets et de licences y rattachées.

La société peut prêter ou emprunter avec ou sans garantie, elle peut participer à la création et au développement de toutes sociétés et leur prêter tous concours. D'un façon générale elle peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.»

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'Ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'Ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Résolution unique

L'assemblée décide de modifier l'objet social et par conséquent, l'article 4 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

«La société a pour objets:

- l'hébergement de sites internet, la revente de services téléphoniques, la revente d'accès aux réseaux d'accès téléphoniques publics, les services d'accès internet par ligne permanente, les services d'interconnexion et ou de passerelles, les services vocaux offerts à des groupes fermés d'utilisateurs, les services de renseignements téléphoniques et annuaires, les services de voix sur internet.

- la vente de matériel Horeca (hôtelier et restauration) par voie électronique (internet).

- la prise de participation sous quelque forme que ce soit dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation de vente, échange ou de toute autre manière, de valeur mobilières de toutes espèces, la gestion ou la mise en valeur du portefeuille qu'elle possédera, l'acquisition, la cession et la mise en valeur de brevets et de licences y rattachées.

La société peut prêter ou emprunter avec ou sans garantie, elle peut participer à la création et au développement de toutes sociétés et leur prêter tous concours. D'un façon générale elle peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.».

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Mersch, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par nom, prénom, qualité et demeure, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: C. F. SCHERHAG, M.-C. LA DELFA, M. LECUIT.

Enregistré à Mersch, le 7 février 2013. Relation: MER/2013/268. Reçu soixante-quinze euros)75,- €).

Le Releveur (signé): A. MULLER.

POUR COPIE CONFORME

Mersch, le 11 février 2013.

Référence de publication: 2013021295/78.

(130025394) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2013.

Habri S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 70.644.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenu le 18 février 2013

Le Conseil d'Administration prend connaissance de la démission de la société COSAFIN S.A. en sa qualité d'Administrateur.

En vertu des articles 51, alinéa 5 et 52 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, est nommé provisoirement au poste d'administrateur:

La société JALYNE S.A.

Société Anonyme

1, rue Joseph Hackin

L-1746 Luxembourg

Représentée par M. Jacques BONNIER

1, rue Joseph Hackin

L-1746 Luxembourg

Le nouvel administrateur terminera le mandat de l'administrateur démissionnaire, sous réserve légale d'approbation de sa nomination par la prochaine Assemblée Générale.

Copie certifiée conforme

Signatures

Président / Administrateur

Référence de publication: 2013024615/24.

(130030055) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 février 2013.